

PLAN LOCAL DE L'URBANISME

Diagnostic territorial
Etat Initial de l'Environnement

SOMMAIRE

I. Contexte territorial.....	4
<i>Motivation de la mise en révision du PLU.....</i>	<i>4</i>
<i>Bilan du PLU en vigueur.....</i>	<i>4</i>
<i>Contexte intercommunal.....</i>	<i>10</i>
II. Analyse socio-démographique.....	12
II.1 - Analyse démographique.....	12
II.2 - Logements.....	15
III. Fonctionnement territorial.....	19
III.1 - Dynamiques économiques.....	19
III.2 - Equipements et services.....	21
III.3 - Mobilités.....	23
IV. Analyse de la consommation d'espaces.....	26
IV.1 - Analyse de la consommation d'espace.....	26
IV.2 - Analyse des capacités de densification.....	28
V. Lecture paysagère et écologique.....	31
V.1 - Approche physique du territoire.....	31
<i>a - Le socle géologique.....</i>	<i>31</i>
<i>b - Le socle hydrographique.....</i>	<i>31</i>
<i>c - Topographie.....</i>	<i>32</i>
<i>d - Occupation du sol.....</i>	<i>32</i>
V.2 - Organisation et perception des grands paysages.....	34
<i>a - Les différentes entités paysagères.....</i>	<i>34</i>
<i>b - Monuments historiques inscrits et classés.....</i>	<i>34</i>
<i>c - Bâti traditionnel.....</i>	<i>35</i>
V.3 - Enjeux écologiques.....	38
<i>a - Les périmètres d'inventaires, de gestion et de réglementation.....</i>	<i>38</i>
<i>b - La Trame Verte et Bleue.....</i>	<i>40</i>
VI. Gestion des ressources.....	46
VI.1 - Eau et assainissement.....	46
<i>a - Présentation et état des masses d'eau.....</i>	<i>46</i>
<i>b - La gestion de la ressource en eau potable.....</i>	<i>46</i>
<i>c - Le traitement des eaux usées.....</i>	<i>48</i>
VI.2 - Déchets.....	50
VII. Risques, nuisances et pollutions.....	53
VII.1 - Les risques naturels.....	53
<i>a - Le risque d'inondation.....</i>	<i>53</i>

<i>b - Le risque mouvement de terrain</i>	<i>55</i>
<i>c - Le risque radon.....</i>	<i>55</i>
<i>d - Le risque sismique</i>	<i>55</i>
<i>e - Le risque évènement météorologique.....</i>	<i>55</i>
VII.2 - Les risques technologiques	56
<i>a - Le risque de transport de matières dangereuses.....</i>	<i>56</i>
<i>b - Le risque rupture de barrage.....</i>	<i>56</i>
<i>c - Les installations classées pour la Protection de l'Environnement</i>	<i>56</i>
<i>d - Sites et sols pollués.....</i>	<i>57</i>
VIII. Energie et climat.....	60
VIII.1 - Les consommations énergétiques.....	60
VIII.2 - Les émissions de gaz à effet de serre	60
VIII.3 - Production d'énergies renouvelables.....	61
VIII.4 - La précarité énergétique	62
VIII.5 - Séquestration carbone	62

I. CONTEXTE TERRITORIAL

Motivation de la mise en révision du PLU

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 11 décembre 2018. Ce document prévoyait un projet de territoire, en incluant un échéancier d'ouverture à l'urbanisation jusqu'en 2032.

Conformément à l'article 153-3 du code de l'urbanisme, une révision générale du PLU est nécessaire afin « d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier. »

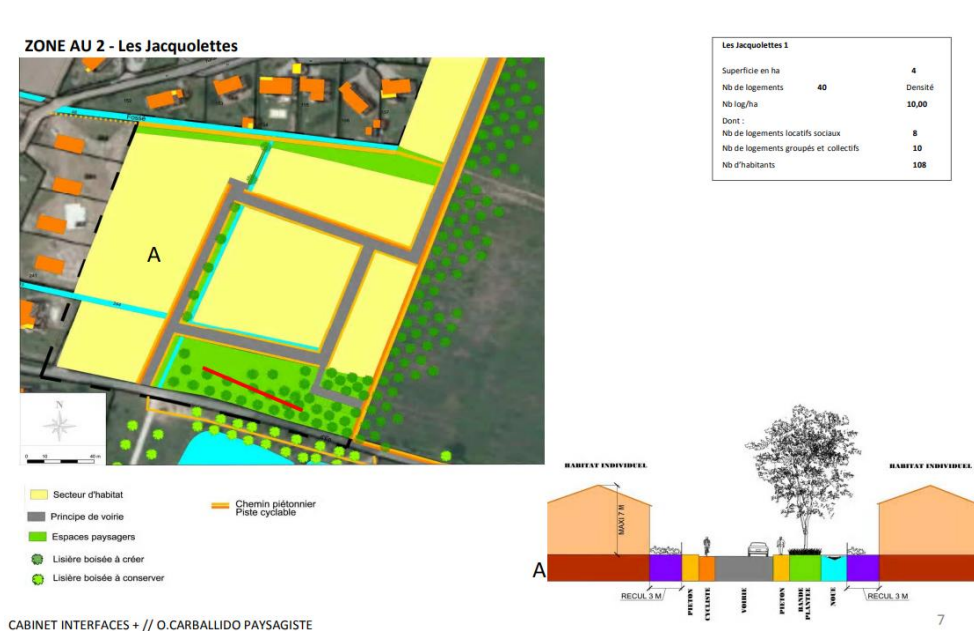
Bilan du PLU en vigueur

Le PLU approuvé en 2018 prévoyait l'ouverture à l'urbanisation d'environ 14ha, répartis en trois phases de développement : 6 ha en phase 1, 3.23ha en phase 2 et 5.93ha en phase 3.

Phase 1

La phase 1 prévoyait l'urbanisation de deux secteurs : Les Jacquolettes et Parpan 2, sur une surface totale de 6ha. Ces deux secteurs ont fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation.

Le **secteur des Jacquolettes** prévoyait l'accueil de 40 logements, avec une densité de 10 logements par hectares.



Extrait du cahier des OAP du PLU en vigueur



Citadia, 17 mars 2023



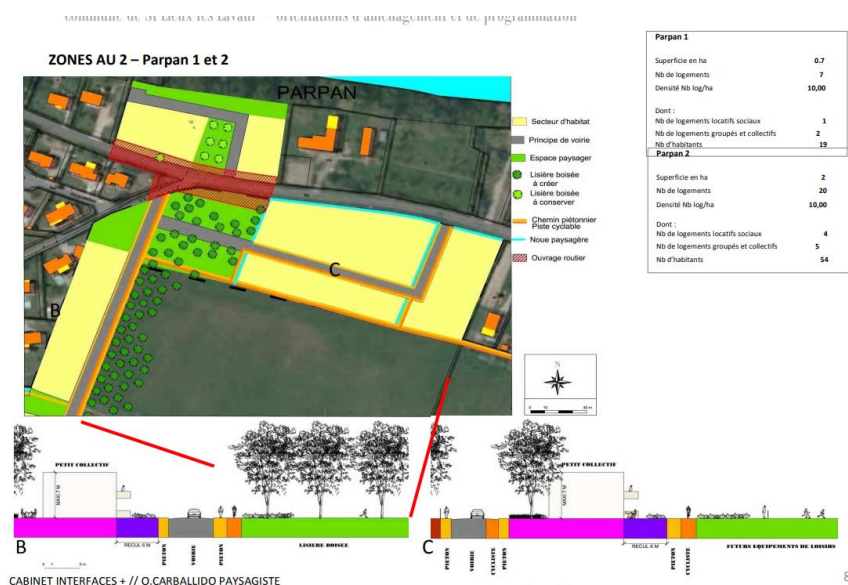
Photo aérienne 2020

Comme le montre la photo aérienne la plus récente (2020) et les photos prises sur le terrain, la zone a été entièrement bâtie selon les prescriptions de l'OAP.

Le secteur Parpan 2 prévoyait la création de 20 logements sur une surface de 2ha, avec une densité de 10 logements par hectare.

Un permis d'aménager a été validé sur cette parcelle, les permis de construire sont attendus dans les mois qui viennent.

Les repérages sur le terrain ont permis de voir que les parcelles ont été délimitées dans l'attente du dépôt des autorisations d'urbanisme.



Extrait du cahier des OAP du PLU en vigueur



Citadia, 17 mars 2023

La phase 1 du PLU a été entièrement réalisée.

Phase 2

La phase 2 était découpée en 4 secteurs : Parpan 1 (0.7 ha), Séguily (1.2ha), La Tuilerie (0.88 ha) et Fauré Bas 4 (0.45ha).

Le **secteur Parpan 1** prévoyait l'accueil de 7 logements et n'a pas été réalisé en raison d'une rétention foncière de la part des propriétaires.



Photo aérienne 2020

Le **secteur Séguily** prévoyait l'accueil de 12 logements sur une superficie de 1.20 hectares. Une autorisation d'urbanisme a été délivrée sur une partie des parcelles, en attente de construction. Environ 0.8 hectares restent à construire.

ZONE AU 2- Séguily

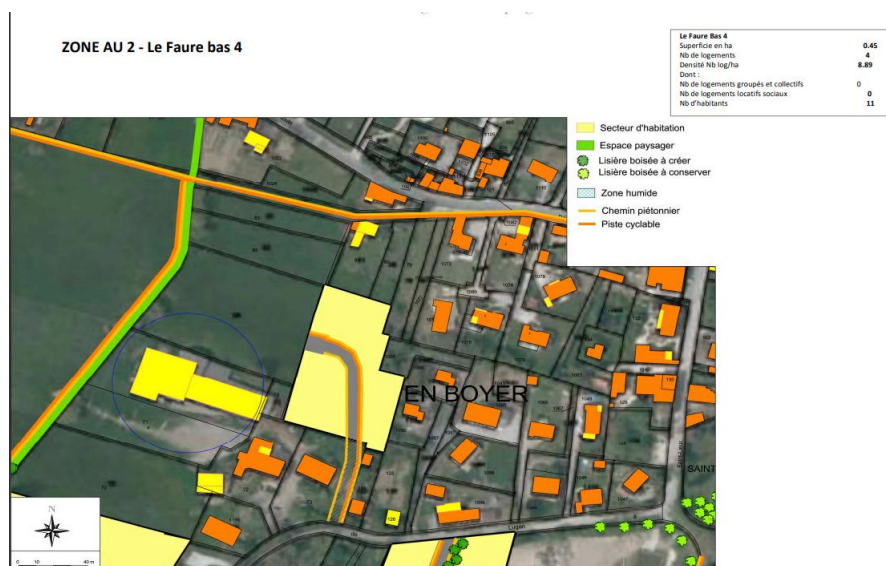


Séguily	
Superficie en ha	1,20
Nb de logements	12
Densité Nb log/ha	10,00
Dont :	
Nb de logements locatifs sociaux	2
Logements groupés et collectifs	3
Logements individuels	32

Extrait du cahier des OAP du PLU en vigueur

Le secteur Le Faure bas 4 prévoyait d'accueillir 4 logements sur une superficie de 0.45 hectares.

La photo aérienne de 2020 montre que la parcelle a été partiellement construite, l'autre partie de la parcelle reste à bâtir.



Extrait du cahier des OAP du PLU en vigueur



Photo aérienne 2020

Le secteur Tuilerie prévoyait la construction de 18 logements, sur une surface de 0.88 hectares. Cette parcelle à proximité de l'école, en densification du tissu existant n'a pas été construite à ce jour, mais un projet est en cours. La parcelle est une propriété communale.



Extrait du cahier des OAP du PLU en vigueur

Phase 3

Les zones AU0 de la phase 3 n'ont pas pu être ouvertes à l'urbanisation dans le cadre du PLU en vigueur, elles ne sont donc pas bâties.

Conclusion

Les zones de la phase 1 sont considérées comme construites ou en cours de construction.

Les zones de la phase 2 ont été construites à environ 30%, et connaît des problématiques de rétention foncière sur plusieurs parcelles.

Au total, le PLU en vigueur prévoyait en tout 15.16ha en zone à urbaniser, pour l'accueil de 557 habitants supplémentaires :

- 7.5 hectares ont été consommés
- 2.2 hectares environ restent à consommer dans les zones ouvertes à l'urbanisation
- 5.9 hectares sont actuellement fermés à l'urbanisation.

Une analyse plus fine de la consommation d'espace est présentée au paragraphe IV. Analyse de la consommation d'espaces.

Contexte intercommunal

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur appartient à la Communauté de communes Tarn et Agout, à cheval sur les départements du Tarn et de la Haute-Garonne.

L'EPCI compte environ 29 000 habitants répartis sur 21 communes.



Source : www.cc-tarnagout.fr

La Communauté de communes est porteuse du Schéma de Cohérence Territoriale du Vaurais, approuvé en le 12 décembre 2016.

Le PADD du SCoT s'articule autour de 4 axes principaux :

- Inscrire pleinement le développement du bassin de vie du Vaurais dans une dynamique de Grand Territoire
- Préserver l'identité rurale et patrimoniale du Vaurais
- Renforcer le bassin de vie, et équilibrer son développement en s'appuyant sur les pôles de Lavaur et de Saint-Sulpice, ainsi que sur le maillage rural
- Valoriser les filières économiques locales

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est identifiée comme **pôle relais**, au sein de la polarité de Saint-Sulpice-la-Pointe.

Ainsi, ces principales prescriptions s'appliquent à la commune :

- 10% des logements devront être créés à l'intérieur du tissu existant
- La densité des extensions devra se situer entre 8 et 13 logements/hectares
- La commune peut accueillir jusqu'à 506 habitants supplémentaires, pour atteindre un maximum de 1932 habitants en 2035
- De la même manière, la commune peut construire jusqu'à 202 logements supplémentaires d'ici 2035
- Les secteurs de TVB devront être protégés par des zonages Atvb ou Ntvb, limitant les nouvelles constructions

- Le centre-bourg devra concentrer 90% de la consommation d'espace, limitant ainsi le développement des hameaux et des écarts
- Les « villages » qui regroupent au moins 20 constructions pourront être densifiés et étendus modérément en évitant l'urbanisation linéaire le long des voiries
- Les hameaux de 5 constructions ne pourront être que densifiés, l'extension ne sera pas possible
- L'urbanisation à venir devra être phasée dans le temps
- Le développement économique doit être privilégié sur la commune voisine de Saint-Sulpice-la-Pointe.

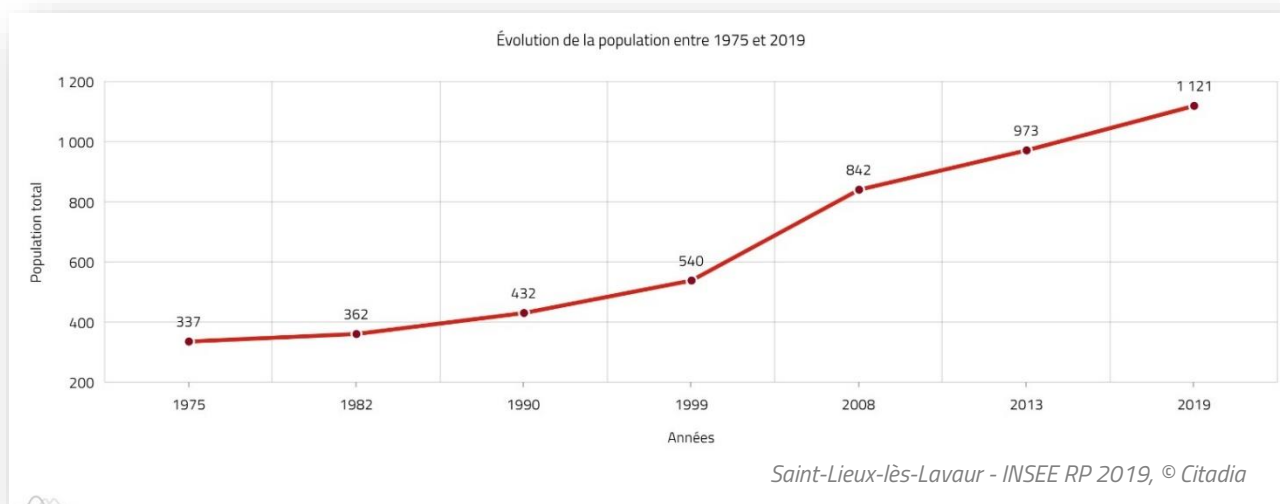
II. ANALYSE SOCIO-DEMOGRAPHIQUE

II.1 - Analyse démographique

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur compte 1 121 habitants en 2019. La **population** communale est en croissance constante depuis les années 1990. On note ainsi l'accueil de 689 habitants entre 1990 et 2019, soit une augmentation de population de près de 150% en une trentaine d'années.

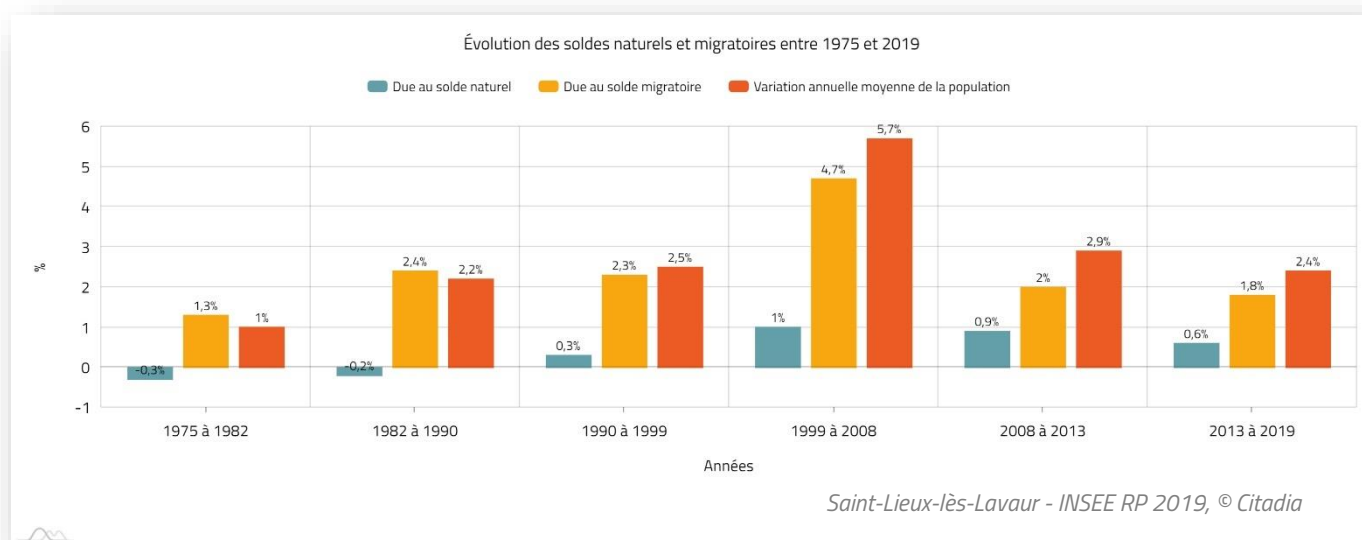
Plus en détail, la commune bénéficie d'un taux de croissance annuel moyen de sa population entre 2% et 3%, avec un pic d'accueil important entre 1999 et 2008, durant lequel on observait un taux de croissance annuel moyen de 5.7%.

Cette croissance démographique très importante a cependant été relativement régulière, et est corrélée avec la croissance démographique de l'intercommunalité, dont la population a augmenté de 66% sur la même période.



Cette croissance démographique est à la fois endémique et externe. La commune bénéficie d'un **solde naturel et d'un solde migratoire** positifs, et ce de manière constante depuis plusieurs décennies.

Les chiffres observés sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur sont similaires à ceux observés à l'échelle de l'EPCI.

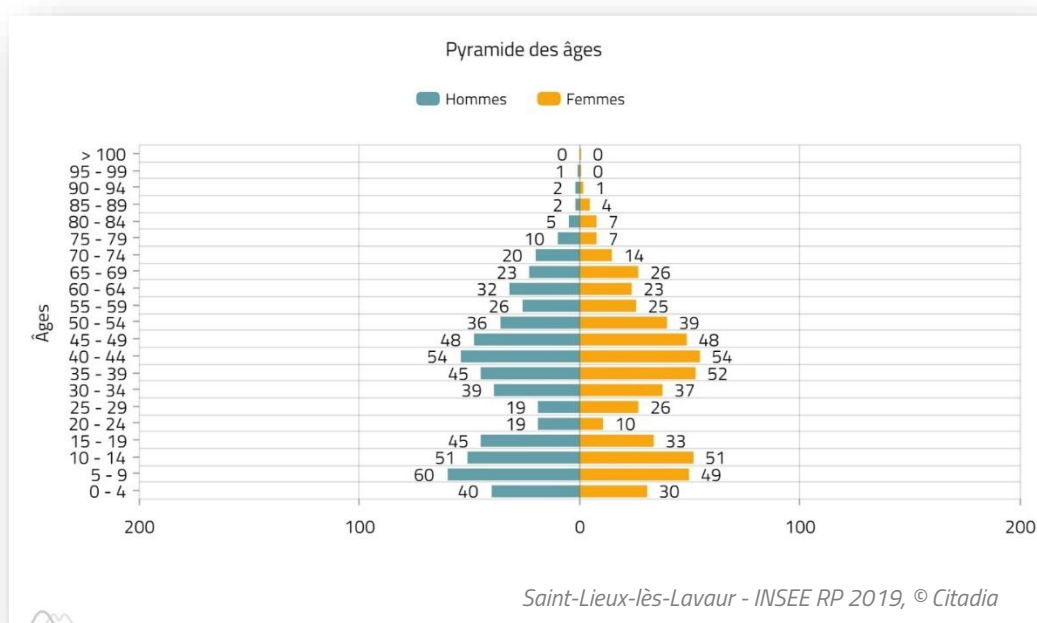


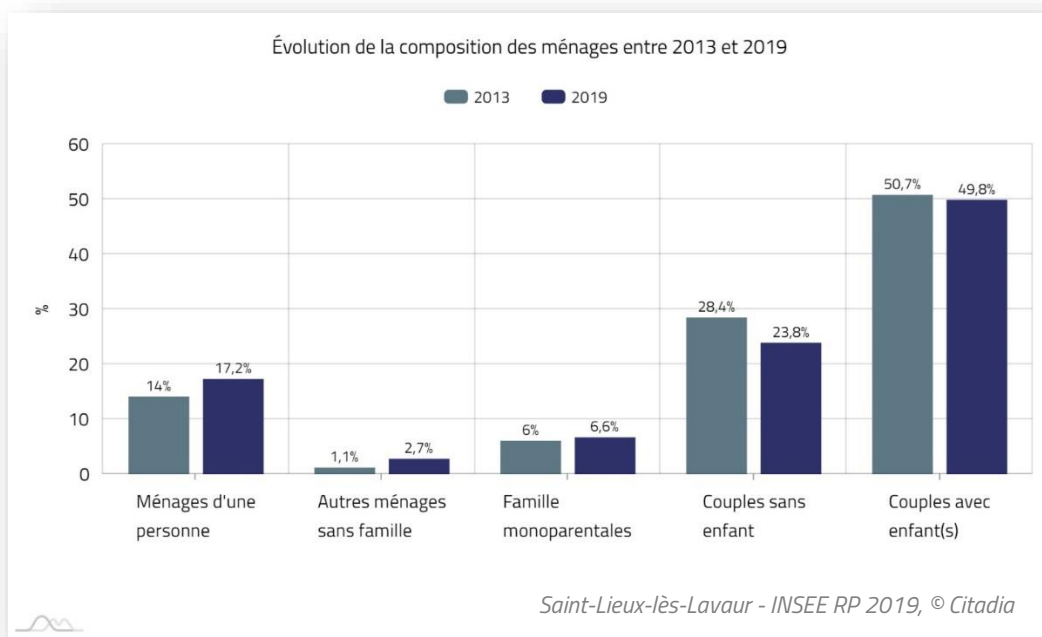
En matière de **structure de la population**, on observe une diminution du nombre de personnes entre 30 et 44 ans et au-delà de 75 ans entre 2013 et 2019, avec en parallèle une augmentation du nombre de personnes entre 15 et 29 ans, et entre 45 et 74 ans.

L'indice de jeunesse communal est de 2.06, ce qui témoigne de la large prédominance des personnes de moins de 20 ans dans la population locale.

Depuis 2008, on note un ralentissement de la diminution de la taille des ménages, qui semble se stabiliser autour de 2.7 personnes / ménage.

On note en complément une diminution du nombre de couples (avec et sans enfants), et une augmentation du nombre de personnes seules sur la commune.





Ainsi, l'attractivité de la commune semble s'expliquer par la proximité de Saint-Sulpice et de la métropole toulousaine, génératrices d'emplois et d'activités économiques. La présence de l'autoroute offre une accessibilité accrue qui offre à la commune une demande constante de la part de nouveaux arrivants.

ATOUTS

- Une croissance démographique constante
- Une population jeune, composée majoritairement de familles

POINTS DE VIGILANCE

- Un renouvellement de la population qui pourrait diminuer avec le temps
- Un vieillissement de la population à anticiper en matière d'équipements et de services

ENJEUX POUR LE PLU :

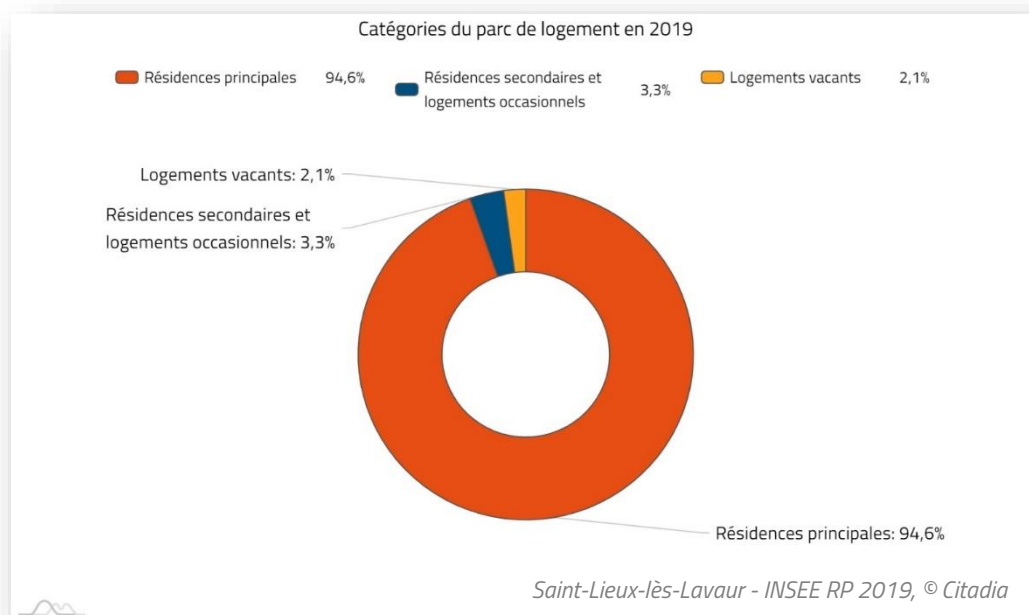
- Gérer l'attractivité de la commune au regard des ressources du territoire (foncier, eau, qualité de l'air, prix du carburant, etc.)
- Anticiper les besoins en équipements et services

II.2 - Logements

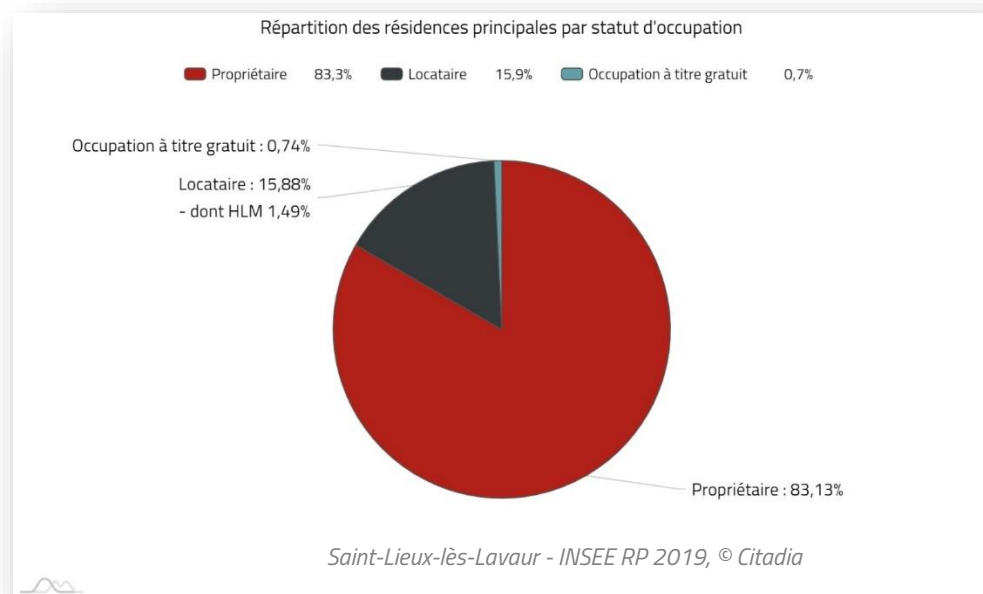
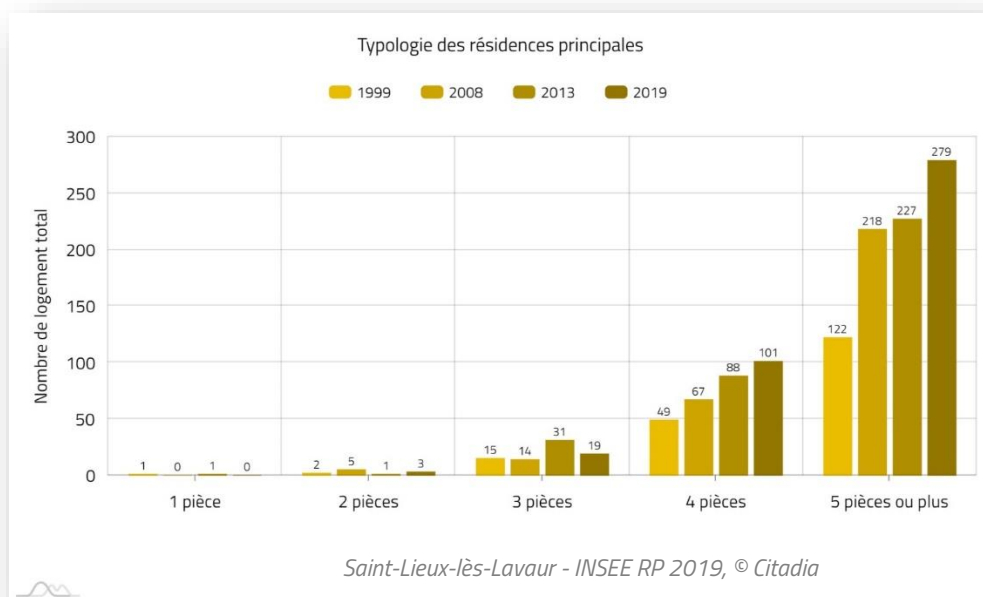
La commune compte 425 logements en 2019, avec une augmentation de 15% entre 2013 et 2019.

Entre 2012 et 2019, il a été délivré sur la commune en moyenne une vingtaine de permis de construire par an (entre 11 et 36 en fonction des années).

Le parc est majoritairement composé de résidences principales. L'INSEE recense 9 **logements vacants**, soit environ 2% du parc. D'une manière générale, il est admis qu'un taux de vacance « raisonnable » se situe autour de 6 à 7 %, seuil permettant à la fois la fluidité des parcours résidentiels et l'entretien du parc de logements.



Les graphiques ci-après montrent la prédominance des grands logements (5 pièces et plus), et une majorité de propriétaires occupants. Ce constat se retrouve dans la majorité des communes rurales en bordure de métropole.



On note l'augmentation importante du nombre de grands logements entre 2013 et 2019, avec en parallèle une diminution du nombre de plus petits logements.

On observe en parallèle une certaine sous-occupation des logements (petits ménages dans de grands logements).

Adaptation du parc de logements à son occupation

■ Sous-occupation accentuée
 ■ Sous-occupation modérée
 ■ Sur occupation modérée
 ■ Sur occupation accentuée

	1 personne	2 personnes	3 personnes	4 personnes	5 personnes	6 personnes ou +
1 pièce	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
2 pièces	0,75 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
3 pièces	1,5 %	1,5 %	1 %	0,5 %	0 %	0 %
4 pièces	5,74 %	7,48 %	6,23 %	4,99 %	0,25 %	0,5 %
5 pièces	4,74 %	9,73 %	7,73 %	7,73 %	3,74 %	0 %
6 pièces ou +	3,49 %	10,72 %	9,73 %	7,73 %	2,74 %	1,5 %

Saint-Lieux-lès-Lavaur - INSEE RP 2019, © Citadia

En lien avec la croissance démographique constante ces dernières décennies, la commune bénéficie d'un parc de logement plutôt récent. En effet, plus de 50% du parc de logements a été achevé entre 1990 et 2015.

Nombre de résidences principales par période d'achèvement de la construction



Saint-Lieux-lès-Lavaur - INSEE RP 2019, © Citadia

ATOUTS

- Un très faible taux de vacance de logements
- Un parc de logement récent

POINTS DE VIGILANCE

- Peu de petits logements malgré une hausse des petits ménages sur la commune

ENJEUX POUR LE PLU :

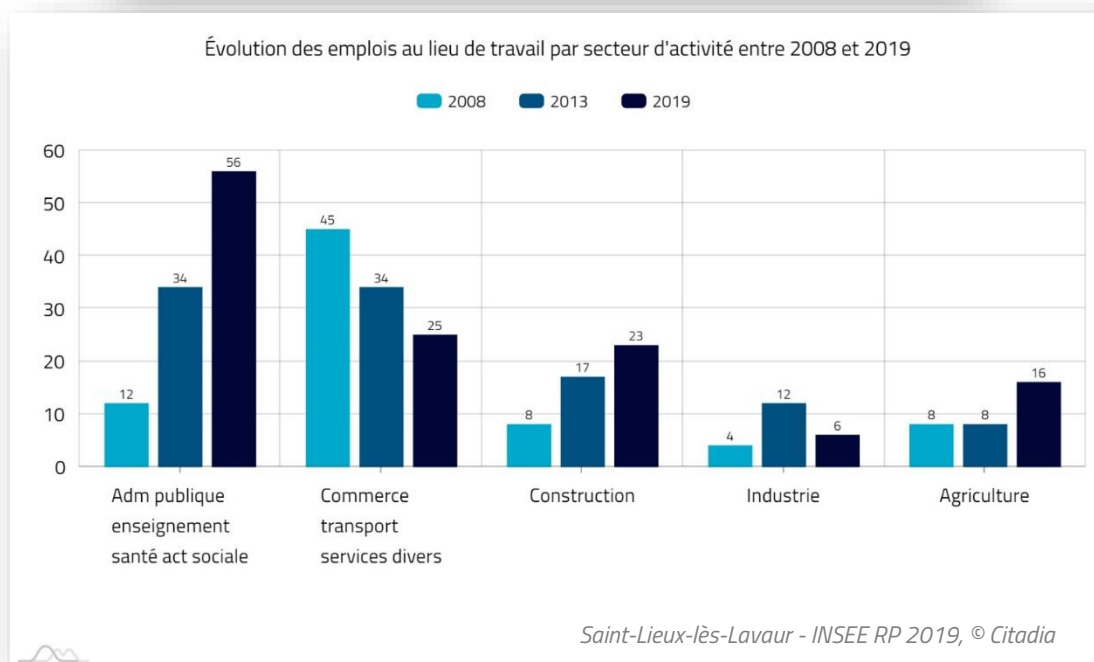
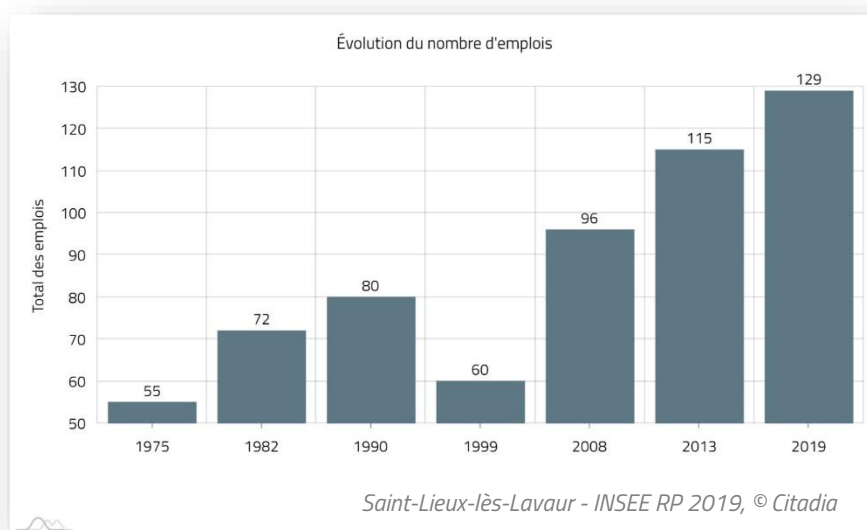
- Garantir sur la durée l'adéquation entre la taille des logements et la taille des ménages
- Permettre la création de petits logements

III. FONCTIONNEMENT TERRITORIAL

III.1 - Dynamiques économiques

Le nombre d'emplois sur la commune augmente de manière régulière depuis le début des années 2000, pour atteindre 129 emplois en 2019.

A l'instar de la dynamique observée à l'échelle de l'EPCI, on constate une forte augmentation du nombre d'emplois à partir de 2008. La commune reste cependant dépendante des pôles d'emplois voisins, avec 570 actifs résidant à Saint-Lieux-lès-Lavaur.



La commune compte 14 établissements employeurs, dont 11 comptent moins de 10 salariés, et 3 comptent entre 10 et 19 salariés.

On note également le doublement du nombre d'emplois **agricoles** entre 2013 et 2019, répartis sur les 10 exploitations agricoles recensés en 2020 (source AGRESTE). La commune compte 544 hectares de Superficie Agricole Utilisée (SAU), soit 5,3% de moins qu'en 2010.

Les exploitations présentes sur la commune sont essentiellement des grandes cultures (oléagineux, légumes, etc.), dont 71 hectares sont labellisés Agriculture Biologique (il n'y en avait pas lors du recensement agricole de 2010), soit environ 13% de la SAU.

Enfin, concernant les terres agricoles, 346 hectares sont irrigués, soit près de 64% de la SAU.

En matière de **commerces**, la commune compte deux restaurants (Le Colvert et le Cabaret Stiletto), et une boulangerie/épicerie/tabac/presse.

On note aussi la présence de service d'accueil de jeunes enfants (deux assistantes maternelles).

La commune bénéficie par ailleurs d'une **attractivité touristique** importante. On note ainsi la présence du Ludolac, base de loisirs intercommunale, mais également de plusieurs hébergements touristiques, un restaurant et le chemin de fer touristique du Tarn et son musée, ainsi que des boucles de randonnées.



ATOUTS

- Une dynamique de l'emploi à préserver sur la commune

POINTS DE VIGILANCE

- La dépendance aux pôles d'emplois voisins qui peut créer une certaine précarité énergétique des ménages les plus précaires

ENJEUX POUR LE PLU :

- Permettre le développement et l'évolution des activités économiques existantes sur la commune
- Assurer la pérennité des commerces de proximité et activités touristiques

III.2 - Equipements et services

En matière d'équipements, la commune fait partie d'un Syndicat Intercommunal de Regroupement Pédagogique pour l'école maternelle et primaire, avec la commune de Saint-Jean de Rives.

Depuis 2006, Saint-Lieux-lès-Lavaur accueille l'école primaire de la Source, qui compte 5 classes du CP au CM2.

Des travaux d'amélioration de la structure ont été réalisés en 2014 pour notamment agrandir la cour de récréation, le restaurant scolaire et créer un préau.



Source : Citadia Conseil, 17 mars 2023

A proximité de l'école se trouve un « city-stade ».

Les deux équipements bénéficient d'un parking mutualisé et de racks à vélo.



Source : Citadia Conseil, 17 mars 2023

Au-delà des équipements publics, la commune compte plusieurs équipements de loisirs :

- Un **club ULM**. Créé en 1989 le club propose des formations et des vols découvertes.
- Le **Ludolac**, base de loisirs rénovée en 2019 qui propose des activités estivales, un lieu de baignade aménagé, plusieurs terrains de sport (tennis, pétanque, volley, etc.) et accueille des événements tout public durant l'été.
- Un **terrain de pétanque**
- Le **cabaret Stiletto**, salle de spectacle au cœur de la commune
- Le **centre équestre** « Domaine de Saint-Lieux »
- Le **musée du Chemin de fer du Tarn**
- Une salle de réception, **Château des Cambards**



Source : www.ulm-st-lieux.fr



Source : site internet CC Tarn et Agout



Source : site internet <https://www.cftt.org/>



Source : site internet www.domainedesaintlieux.fr

Ainsi, la commune possède de nombreux équipements à rayonnement intercommunal, qu'il conviendra de préserver dans le cadre du PLU.

Ces équipements permettent à la commune ne pas être une commune uniquement résidentielle, mais un pôle d'attractivité culturelle et touristique.

ATOUTS	POINTS DE VIGILANCE
<ul style="list-style-type: none"> - De nombreux équipements de loisirs, accessibles à tous et qui rayonnent au-delà de la commune - Des commerces de proximité - Des services qui répondent aux besoins de la population locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir les commerces et services locaux

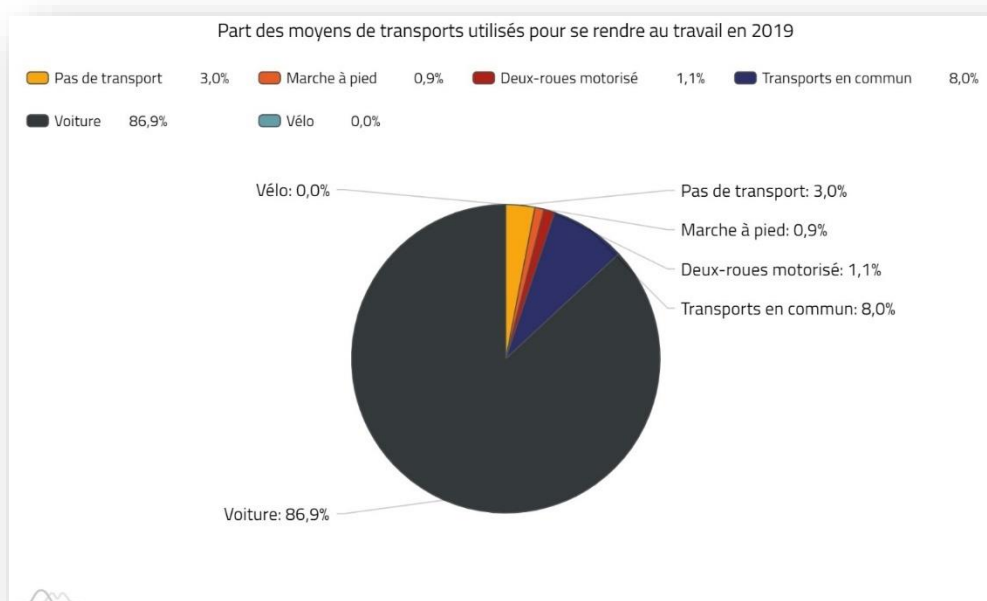
ENJEUX POUR LE PLU :

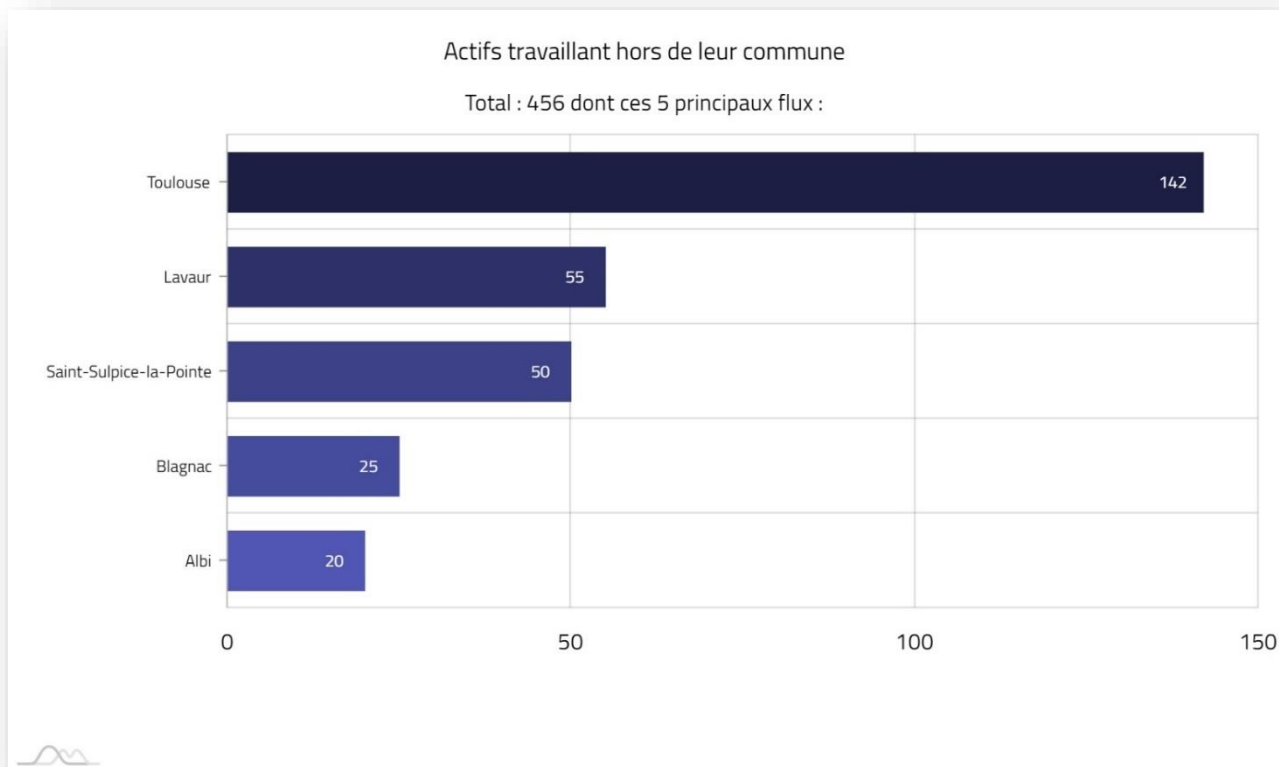
- Permettre le développement et l'évolution des activités de loisirs, notamment celles situées en dehors des zones urbanisées de la commune
- Maintenir les commerces locaux et permettre leur développement

III.3 - Mobilités

A l'instar de la majorité des communes rurales, le mode de transport le plus utilisé reste l'automobile, avec près de 87% des déplacements domicile-travail qui se font en voiture.

En effet, la majorité des actifs de la commune travaillent à Toulouse, Lavaur et Saint-Sulpice-la-Pointe. Les transports en commun représentent tout de même 8% des trajets, grâce à la ligne de car LiO qui passe dans la commune voisine de Giroussens, et de la ligne TER à partir de la gare de Saint-Sulpice-la-Pointe.



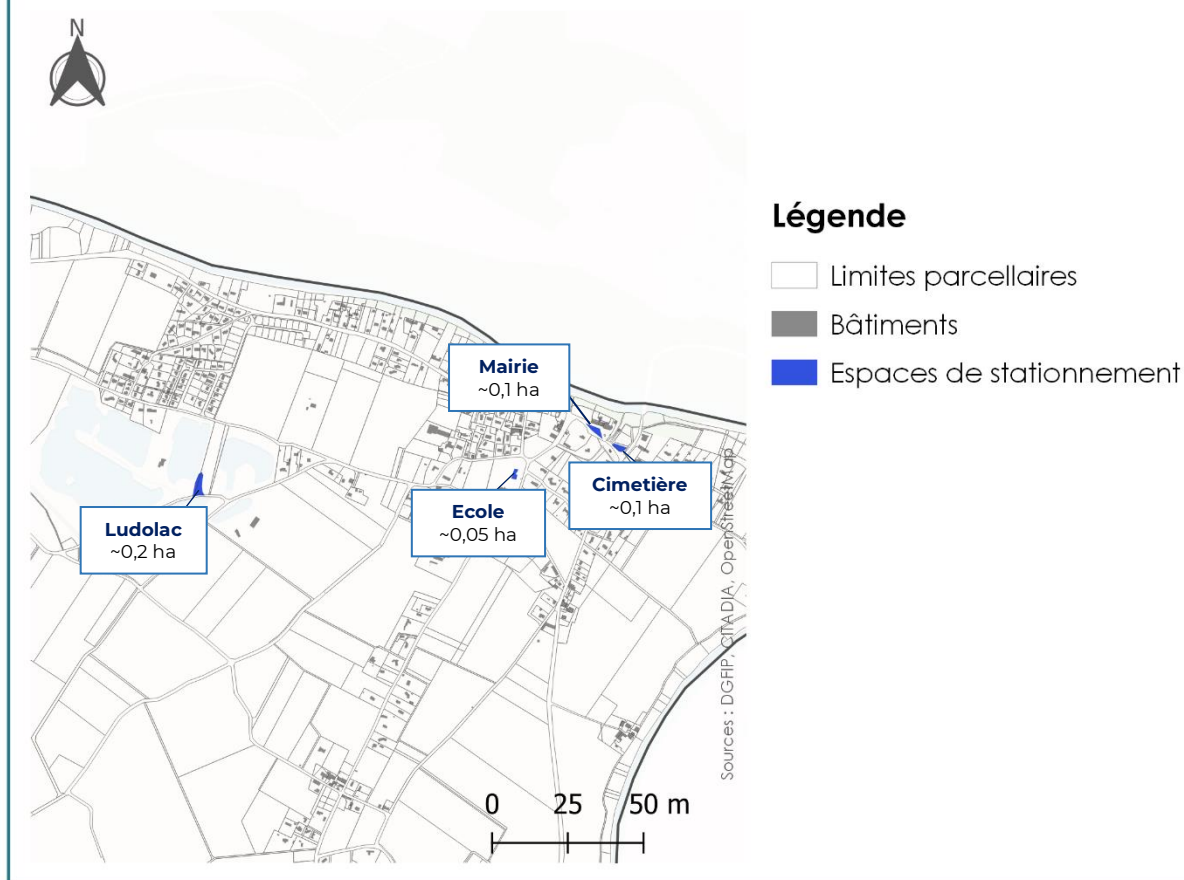


En matière de stationnement, la commune compte plusieurs espaces de stationnement publics, localisées principalement devant l'école, et devant la mairie/église.

Les équipements tel que le Ludolac ou le cabaret possèdent leurs propres aires de stationnement.

La commune ne dispose pas de borne de recharge de véhicule électrique.

Inventaire des capacités de stationnement



ATOUTS

- Une offre de stationnement qui répond aux besoins de la commune et des équipements

POINTS DE VIGILANCE

- Une forte dépendance à la voiture individuelle
- Peu de possibilités d'utiliser les transports en commun au quotidien

ENJEUX POUR LE PLU :

- Permettre le développement de solutions de mobilité alternative, telle que le covoiturage
- Limiter le développement de l'urbanisation et préserver les commerces / activités locales pour limiter le développement des déplacements motorisés

IV. ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES

IV.1 - Analyse de la consommation d'espace

L'analyse de la consommation a été réalisée sur la période allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2021, sur la base d'une analyse par photo-interprétation et des permis de construire délivrés sur la période.

En premier lieu, une enveloppe urbaine est créée au 31 décembre 2011.

Pour obtenir une première enveloppe bâtie, la méthode de dilatation/érosion consiste à appliquer deux tampons :

- Un premier tampon positif de 50 mètres de rayon autour de chaque bâti ;
- Un second tampon cette fois négatif de -30 mètres autour des bâtiments

Cette méthode permet d'obtenir une meilleure précision quant à la réalité urbaine.

L'enveloppe est ajustée pour être collée au parcellaire, ou au plus près de l'espace réellement occupé pour les très grandes parcelles.

L'analyse de la consommation d'espace se fait ensuite en trois temps :

- Analyse des fichiers fonciers
- Analyse des données du service instructeur (permis de construire)
- Vérification des orthophotographies

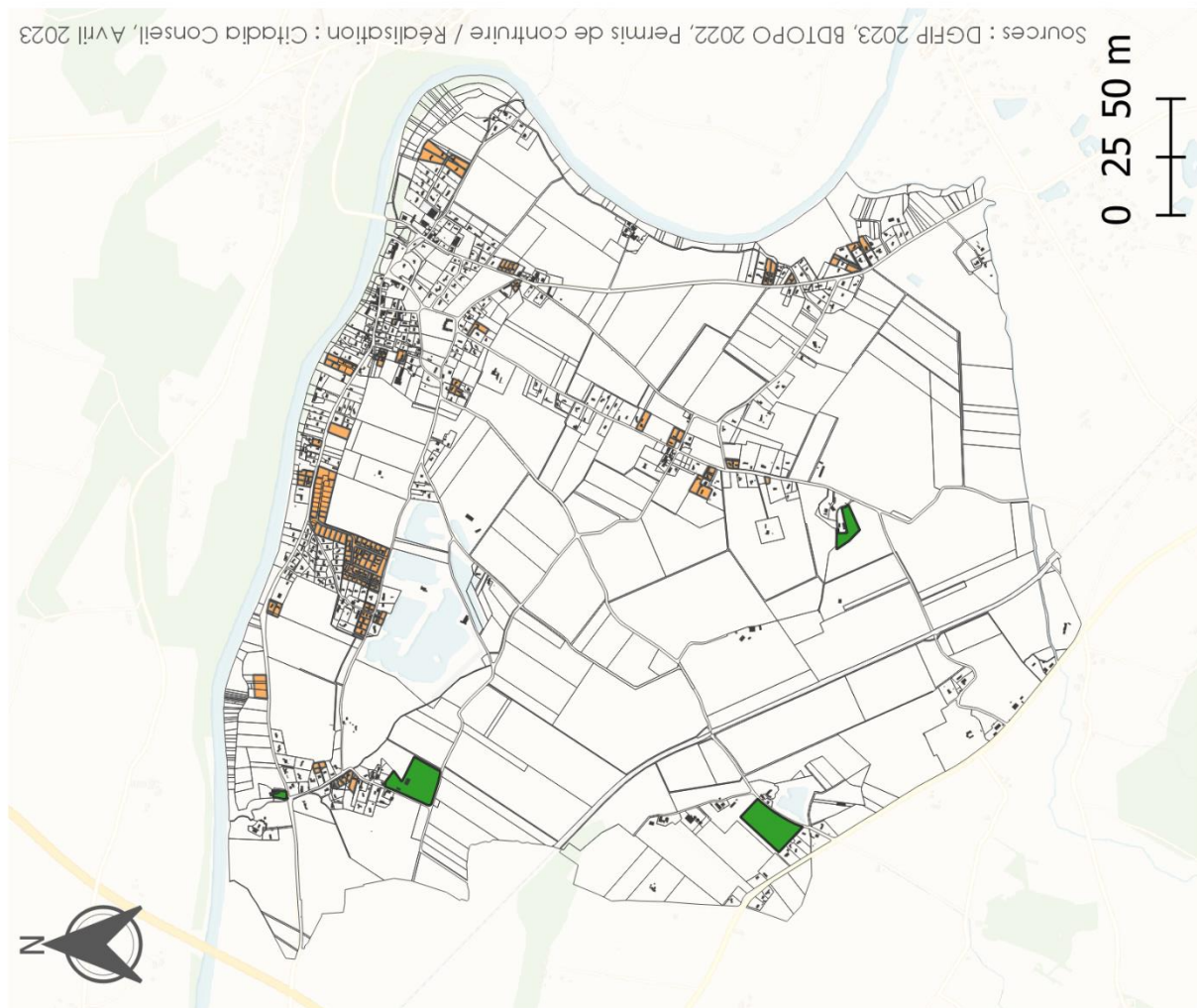
Ont été comptabilisés comme de la consommation d'espace :

- Toutes les nouvelles constructions de maisons, dès que le permis de construire a été accepté
- Les équipements publics

Les bâtiments agricoles ont été comptés séparément pour information, ils ne sont pas compatibles dans le bilan de la consommation d'espaces.

L'analyse de la consommation d'espace sur la période 2012 – 2021 a permis d'identifier une consommation de 15 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour des habitations.

A titre d'information, environ 6,5 ha ont été consommés pour des activités agricoles : hangars, tunnels, et centre équestre (environ 2ha).



Sources : DGFIP 2023, BDTOPO 2022, Permis de construire / Réalisation : Citadla Conseil, Avril 2023

Légende

- Limites parcellaires
- Bâtiments
- Consommation d'espace 2012 - 2021
- Consommation d'espace pour des bâtiments agricoles 2012- 2021

IV.2 - Analyse des capacités de densification

Une analyse du potentiel de densification de l'enveloppe urbaine a été réalisée sur la base du zonage du PLU en vigueur, de l'analyse de la consommation d'espace et sur l'analyse des divisions parcellaires récentes.

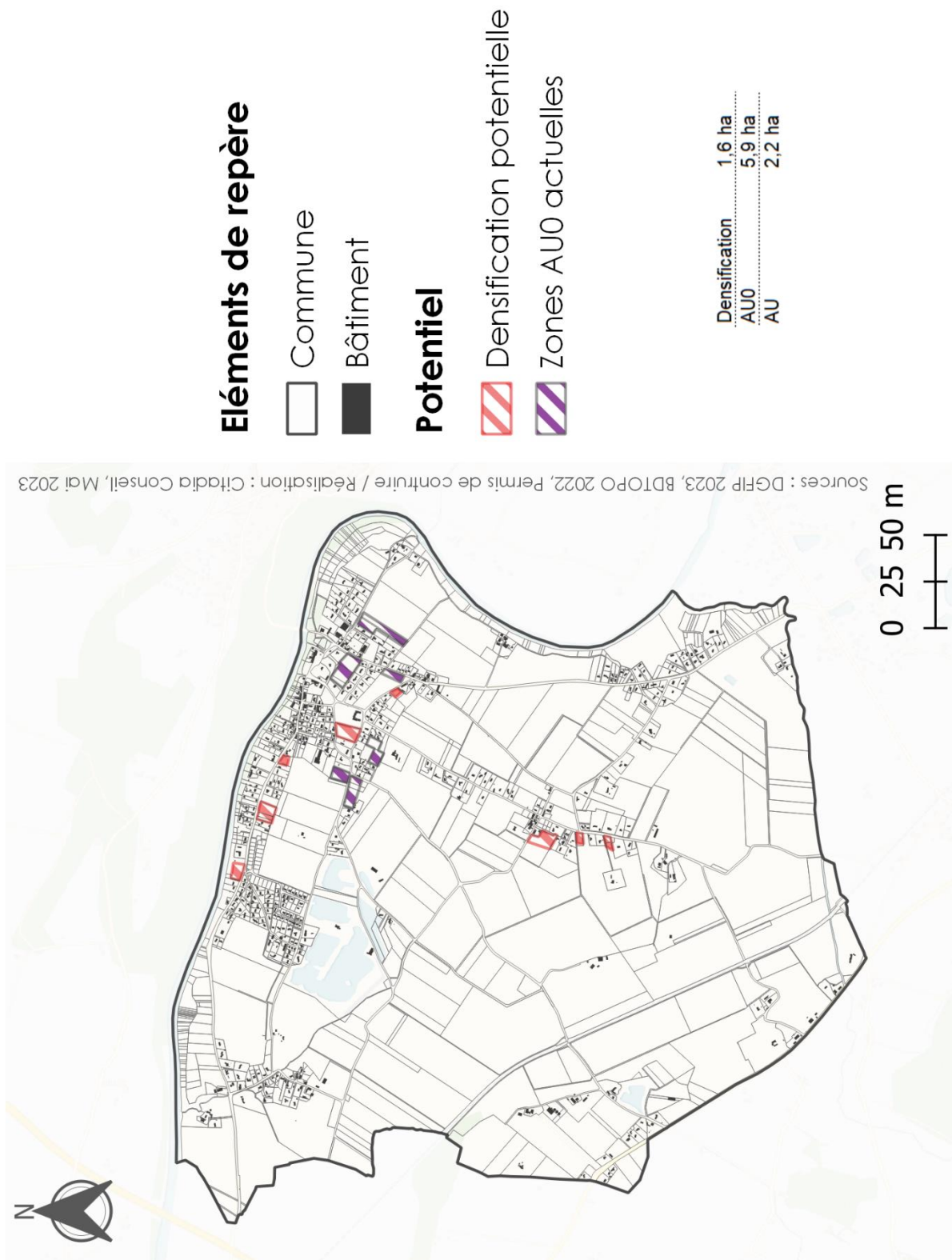
L'analyse des autorisations d'urbanisme des dix dernières années a démontré qu'aucune division parcellaire n'a été opérée, notamment en raison de la disponibilité des terrains dans les zones à urbaniser.

Un potentiel de 1.6 hectares a été identifié à l'intérieur des zones U, majoritairement en « dents creuses ». Ce potentiel a été analysé au regard de la rétention foncière identifiée et connue.

Les zones AU, ouvertes à l'urbanisation, comptent encore environ 2.2 hectares à urbaniser.

Les zones AU0, fermées à l'urbanisation, offrent un potentiel de 5.9 hectares.

Au total, le PLU actuel permet l'urbanisation immédiate de 3.8 hectares, avec un potentiel fermé à l'urbanisation supplémentaire de 5.9 hectares. Soit un potentiel total (densification et extension) d'environ 9.7ha, et un potentiel de 8.1 hectares en extension uniquement.



ATOUTS

- Un développement urbain proche du centre-bourg, en continuité de l'urbanisation existante

POINTS DE VIGILANCE

- Une consommation d'espace à maîtriser pour garantir un développement qualitatif

ENJEUX POUR LE PLU :

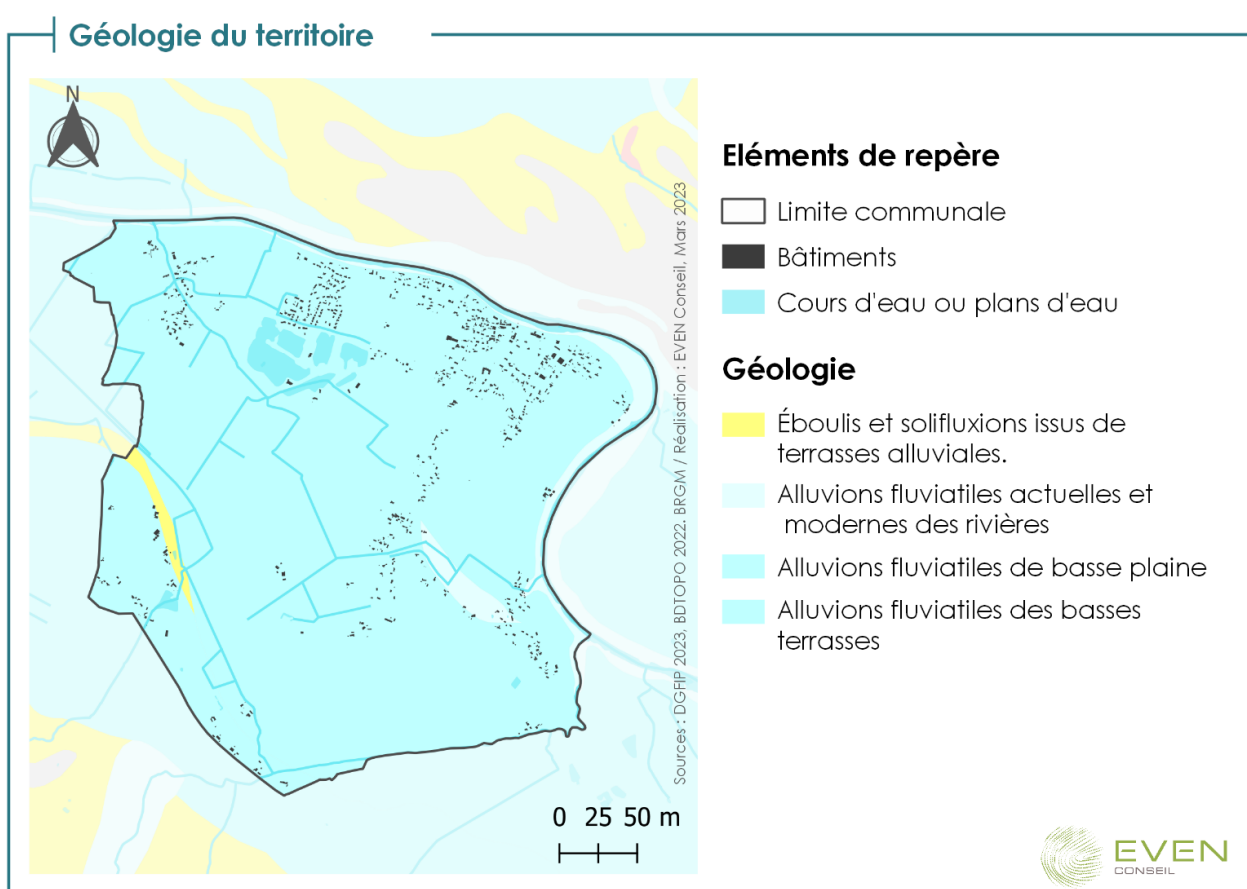
- Préserver le cadre de vie en limitant l'étalement urbain
- Optimiser le développement de l'urbanisation pour garder une urbanisation cohérente avec les ambitions communales et le niveau d'équipements et de services

V. LECTURE PAYSAGERE ET ECOLOGIQUE

V.1 - Approche physique du territoire

a - Le socle géologique

Située à la limite Est du Bassin sédimentaire Aquitain, la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est constituée d'alluvions datant de l'oligocène. Ces dépôts sont composés d'argiles, de marnes, de grès tendres et de calcaires. Ces terrains sont sensibles à l'érosion ce qui a permis la formation de collines scindées par les différentes vallées du Tarn. Des terrasses alluviales sont présentes dans ces vallées et notamment dans la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur.



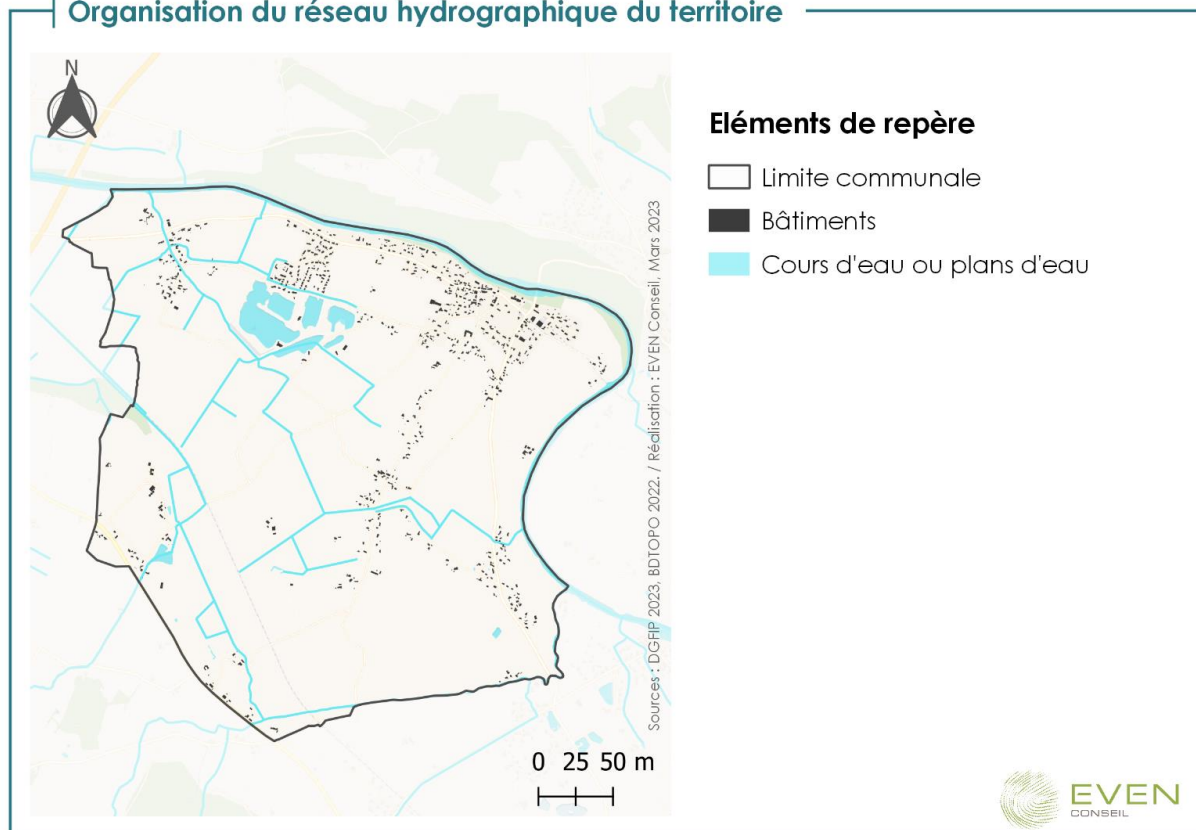
Carte 1 : La géologie du territoire. / Source : BRGM.

b - Le socle hydrographique

L'Agout, affluent du Tarn, constitue les limites Nord et Est de Saint-Lieux-lès-Lavaur. La limite sud de la commune est, quant à elle, marquée par le ruisseau de Sézy, affluent de l'Agout.

Quelques plans d'eau sont localisés sur le territoire communal, correspondant pour un d'entre eux à la base de loisir Ludolac.

Organisation du réseau hydrographique du territoire



Carte 2 : L'organisation hydrographique de la commune.

c - Topographie

La localisation de la commune dans la plaine de l'Agout lui confère une topographie peu marquée.

Le point haut de la commune se localise au sud de la commune, au niveau des Cambards (138m) et le point le plus bas se localise au nord, à proximité de l'Agout (113m).

d - Occupation du sol

L'occupation du territoire est dominée par les espaces agricoles et plus particulièrement par les espaces de grande culture qui représentent 66% de la surface du territoire.

L'urbanisation représente 18% de l'occupation du territoire.

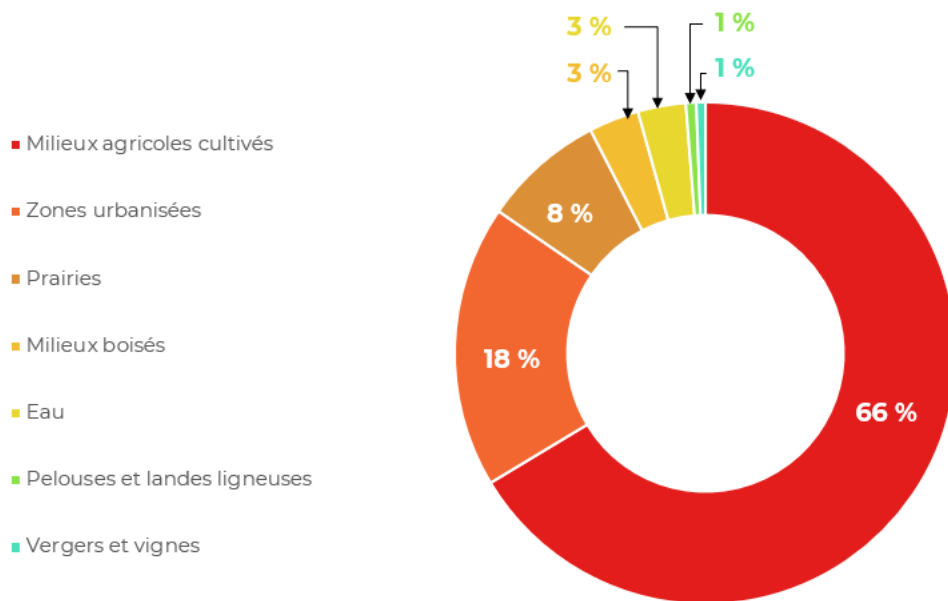
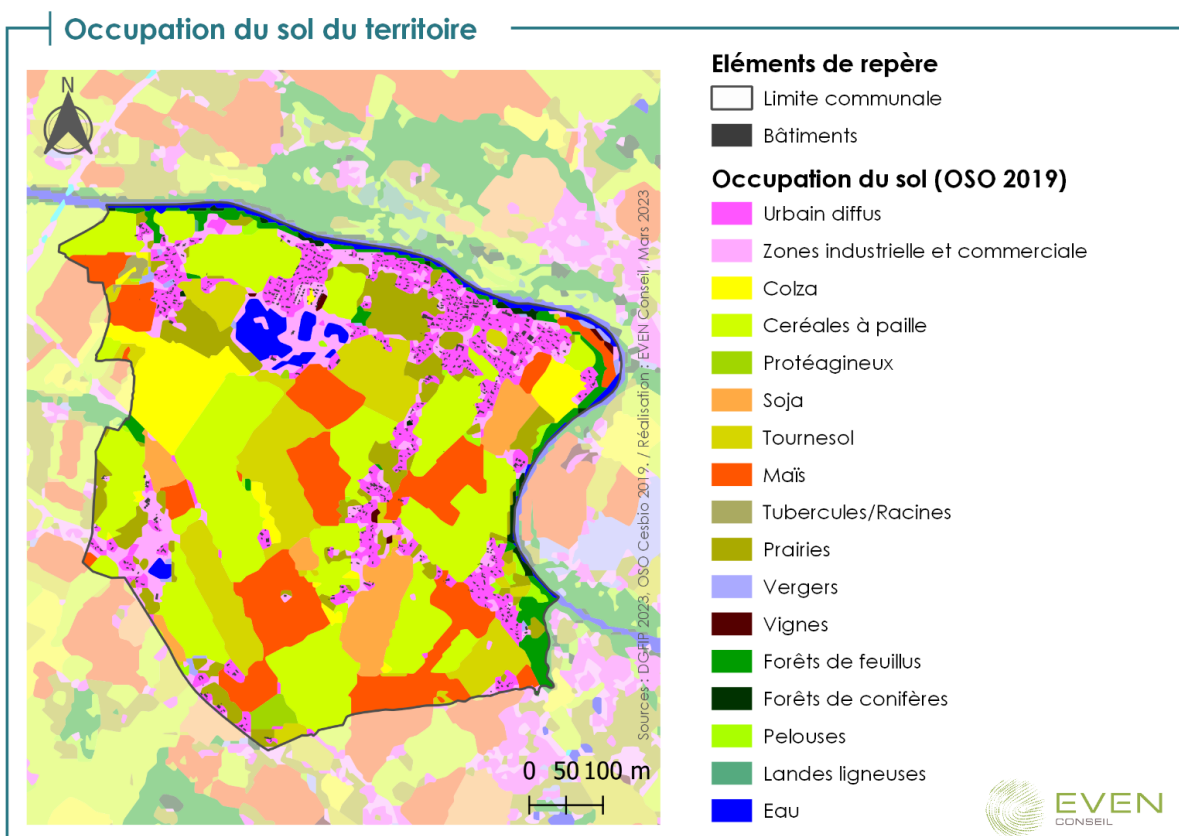


Figure 1 : L'occupation du sol dans la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux. / Source : OSO GE 2019.



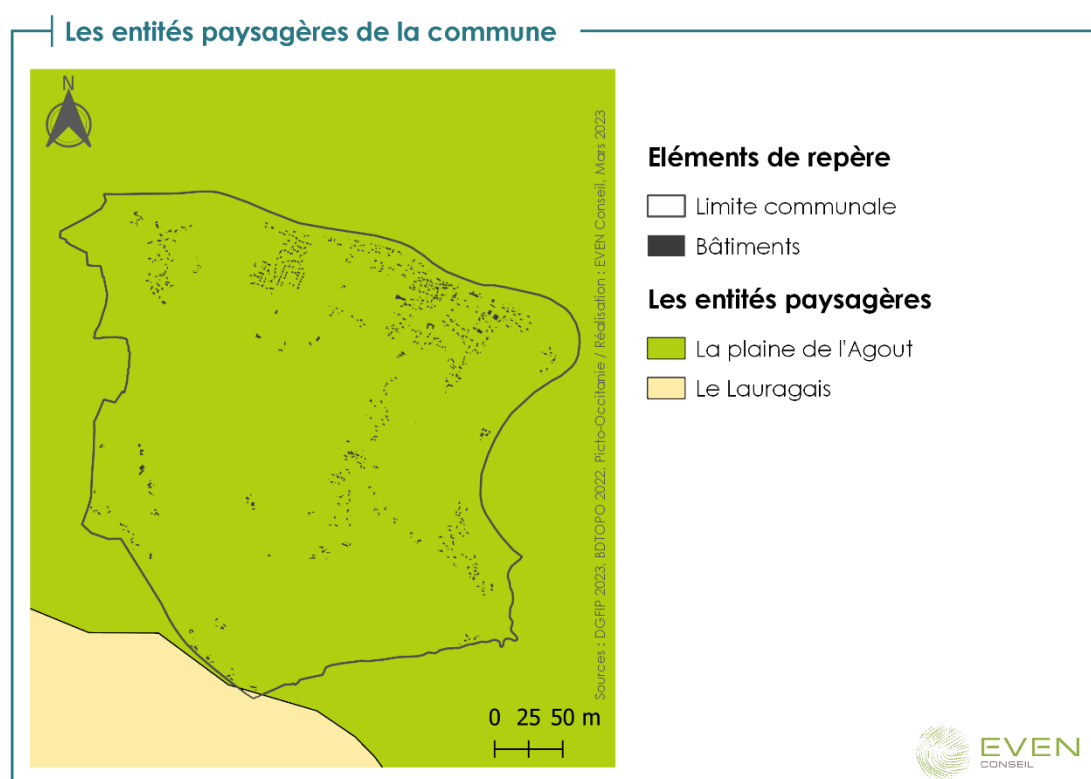
Carte 3 : L'occupation du sol sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaux. / Source : OSO GE 2019.

V.2 - Organisation et perception des grands paysages

a - Les différentes entités paysagères

D'après l'atlas des paysages du Tarn, la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur se trouve à la confluence de 2 entités paysagères :

- **La plaine de l'Agout** : marquée par ces terres fertiles et facilement cultivables, la plaine de l'Agout est dominée par les paysages de céréaliculture marquant ces paysages de plaine. Des nouvelles constructions, en lien avec la pression urbaine toulousaine, ont tendance à se disséminer sur toute la surface de la plaine ce qui engendre une perte des logiques fonctionnelles et paysagères propres à ce territoire
- **Le Lauragais** : se trouvant sur des terres argileuses, le Lauragais est marqué par une succession de collines aux formes douces où l'agriculture s'est développée. Les pratiques agricoles intensives du Lauragais créent un paysage très épuré avec peu d'arbres, de grandes parcelles.



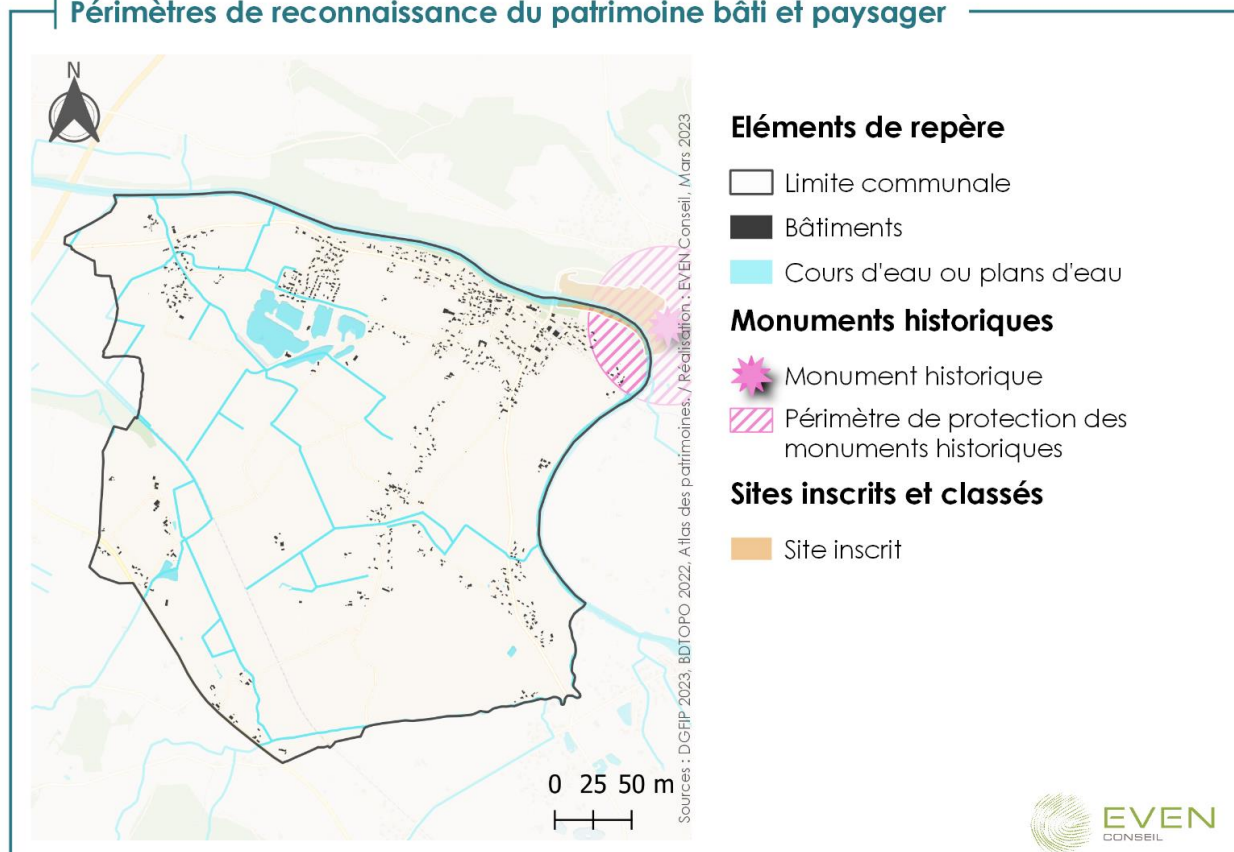
Carte 4 : Les entités paysagères de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur

b - Monuments historiques inscrits et classés

Saint-Lieux-lès-Lavaur ne possède aucun immeuble inscrit ou classé. Cependant, une partie du Nord-Est de la commune se localise dans le périmètre de protection de 500 mètres autour de l'Eglise paroissiale Saint-Salvy. Cette église, localisée dans la commune de Giroussens, est inscrite au titre des monuments historiques.

De plus, la commune comprend également une partie du site inscrit « Place publique et rives de l'Agout : plan d'Eau, rive droite, place publique ». Ce site inscrit, majoritairement localisé sur la commune de Giroussens, occupe 3,3 ha sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur.

Périmètres de reconnaissance du patrimoine bâti et paysager



Carte 5 : Les périmètres de reconnaissance du patrimoine bâti et paysager.

c - Bâti traditionnel

Les constructions de Saint-Lieux-lès-Lavaur sont marquées par la présence de la brique rougeâtre. Cette brique identitaire de la région, est souvent combinée à d'autres matériaux.

Village rural, la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur possède un centre bourg ancien où l'on retrouve des maisons à pans de bois. Les rues à proximité sont marquées par la présence de construction en briques plus anciennes. Enfin, des constructions récentes sont présentes en périphérie pouvant être banalisantes.



Photo 1 : Exemple de bâti traditionnel dans la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur / Source : Google StreetView.

ATOUTS	POINTS DE VIGILANCE
<ul style="list-style-type: none"> • Un réseau hydrographique riche, notamment par la présence de l'Agout ; • Des milieux ouverts offrant de larges panoramas. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une faible présence des espaces boisés pouvant être menacés par l'urbanisation ; • Des extensions urbaines pouvant être banalisantes ;

ENJEUX POUR LE PLU :

- La préservation et la mise en valeur des espaces ouverts, constitutifs du territoire ;
- La préservation et le renforcement des milieux boisés ;
- La protection des éléments de bâtis traditionnels

PRESCRIPTIONS DU SCoT A PRENDRE EN COMPTE DANS LE PLU

R. 29 : le SCoT recommande que les documents d'urbanisme locaux précisent les dispositions réglementaires permettant de protéger et restaurer les haies, afin de limiter le risque d'érosion.

P. 79 : Le SCoT prescrit :

- de limiter l'imperméabilisation des sols, en particulier en cas d'opération d'aménagement urbain en évaluant la sensibilité des sites au regard de l'augmentation du ruissellement et de la pollution des eaux. Dans ce cadre, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre dans leur règlement, la mise en œuvre de techniques adaptées à cet objectif (revêtements poreux sur chaussées et parkings, toitures végétalisées, pourcentage d'espaces verts...).
- de prévoir les solutions de stockage ou de gestion des ruissellements dans toute opération de construction, d'aménagement urbain, agricole ou de loisirs et favoriser des solutions alternatives de gestion des eaux pluviales (noues). Les PLU déterminent des règles d'urbanisme permettant de limiter l'importance et la continuité des espaces imperméabilisés. Lorsque cela sera possible, les PLU pourront imposer un stockage à la parcelle des eaux pluviales et définir des débits de fuite à ne pas dépasser.

P. 34 : Les continuités écologiques représentent des secteurs qui doivent être protégés afin de préserver les paysages, les points de vue, notamment les lignes de crêtes. Les documents d'urbanisme locaux doivent traduire dans leurs règlements et leurs pièces graphiques les conditions d'une extension compatible avec la préservation des continuités écologiques.

P. 58 : Identifier les principales lignes de crête du territoire à préserver, une traduction locale devra être effectuée dans les documents d'urbanisme pour garantir la non-constructibilité et le maintien des visibilités depuis ces points de vue.

P. 61 : Dans l'élaboration des PLU, le paysage doit être un facteur de composition à part entière. Limite urbaine, ouverture visuelle, jeux d'échelles, mais également nature des matériaux, doivent faire référence au paysage comme élément cadre.

P. 95 : Les coupures d'urbanisation identifiées sur les extraits cartographiques ci-contre doivent se traduire, au sein des documents d'urbanisme locaux des communes concernées (...). Ces coupures d'urbanisation, dont l'objectif est, avant tout, paysager pour éviter tout développement linéaire de l'urbanisation, devront également avoir d'autres fonctions pour asseoir leur pérennité : fonction écologique en étant partie prenante de la TVB, fonction agricole en participant à la pérennisation du foncier et à son exploitation. Au sein de ces coupures, les nouvelles constructions sont interdites à l'exception de celles nécessaires à l'activité agricole.

P. 96 : Les liaisons entre les pôles centraux et les pôles relais sont essentielles à la structuration de l'armature urbaine du territoire. Afin de les identifier clairement et d'assurer une lisibilité et une accessibilité cohérente avec les développements urbains du territoire, les documents d'urbanisme locaux doivent préciser les principes d'aménagements urbains et paysagers de ces axes en utilisant les outils mis à leur disposition (notamment les Orientations d'Aménagement et de Programmation, les règles d'alignement, les principes d'urbanisme végétal, la mobilisation de la TVB et de la trame agricole pour donner corps aux coupures vertes afin d'éviter tout continuum bâti entre les pôles centraux et les pôles relais.

V.3 - Enjeux écologiques

a - Les périmètres d'inventaires, de gestion et de réglementation

▪ Les sites Natura 2000

La commune est concernée par une Zone de Conservation Spéciale (ZSC) : Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou. Ce site, correspondant à un vaste réseau de cours d'eau et de gorges, possède une très grande diversité d'habitats et d'espèces.

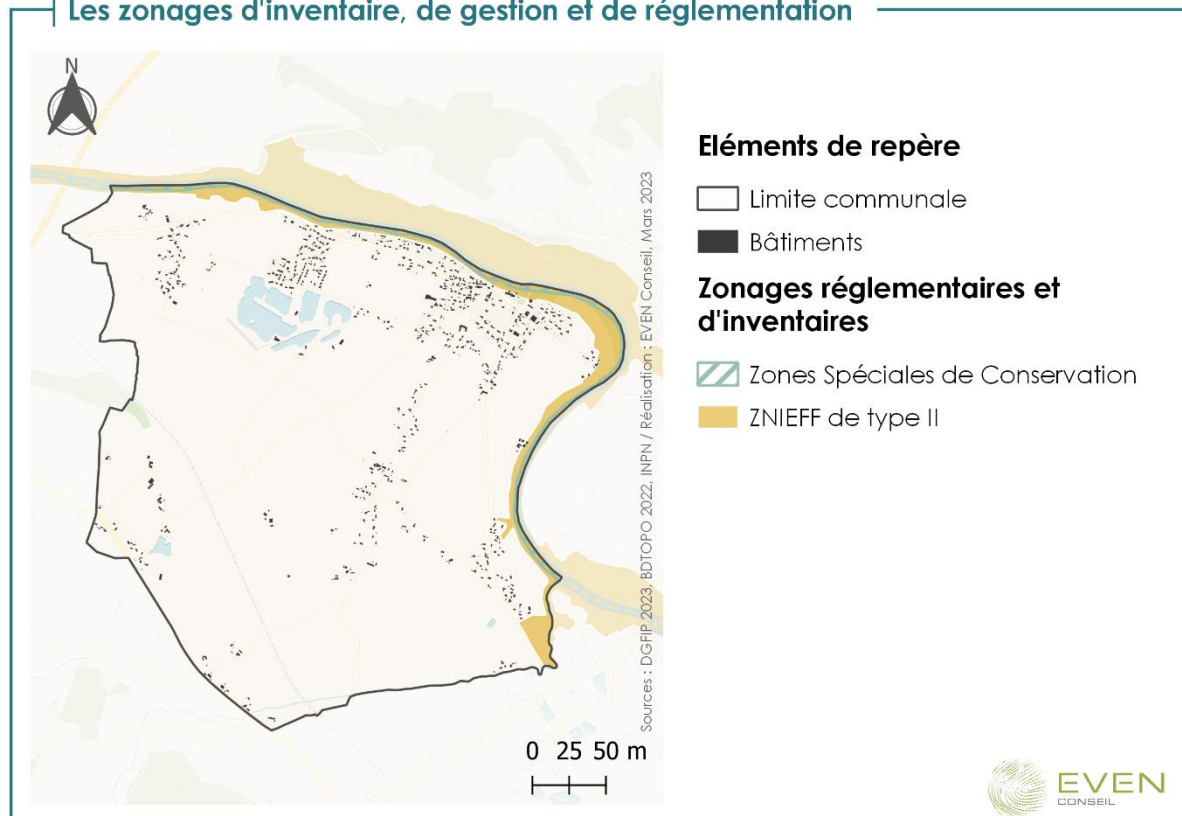
Type NATURA 2000	Identifiant	Nom	Surface de la zone sur la commune (ha)
ZSC	FR7301631	Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou	13,6

▪ Les zonages d'inventaires

L'Agout et ses abords sont également concernés par une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II : Rivières Agoût et Tarn de Burlats à Buzet-sur-Tarn.

Type ZNIEFF	Identifiant	Nom	Surface de la zone sur la commune (en ha)
ZNIEFF II	ZNIEFF 730030113	Rivières Agoût et Tarn de Burlats à Buzet-sur-Tarn	52,4

Les zonages d'inventaire, de gestion et de réglementation



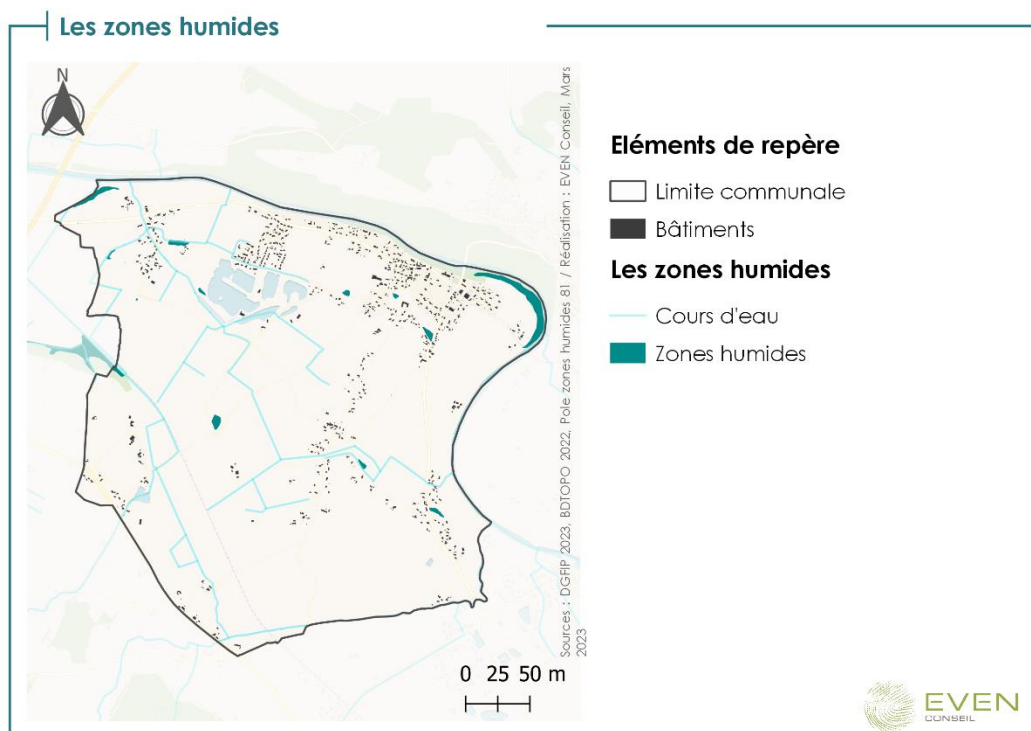
Carte 6 : Les zones Natura 2000 et les ZNIEFF de type II présentes dans la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur

■ Les zones humides répertoriées sur le territoire

Le département du Tarn recense 12 zones humides sur la commune, représentées ci-dessous. Ces zones humides sont :

- | | | |
|--------------|---------------------|-------------|
| • Le bardas | • Jean sales | • Landelle |
| • La Nause | • Gabor | • En Barde |
| • En Barrau | • La font de l'Ours | • La Bouyne |
| • Caussanels | • La mouline | |

Les zones humides occupent une faible superficie sur la commune car elles ne représentent que 0.8% de la surface du territoire.



Carte 7 : Les zones humides de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur.

b - La Trame Verte et Bleue

■ Définitions et principes généraux

La fragmentation et l'artificialisation des espaces naturels est l'une des principales causes de la diminution de la biodiversité en France. Pour y remédier, les documents de planification territoriale doivent intégrer une réflexion permettant la préservation et la restauration des continuités écologiques : la Trame Verte et Bleue (TVB). Deux grands types d'espaces sont définis au sein de cette trame verte et bleue :

- Les réservoirs de biodiversité : zones les plus riches en biodiversité, où les espèces peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle biologique (alimentation, reproduction, repos) ;
- Les corridors écologiques : voies de déplacement préférentielles empruntées par la faune et la flore qui relient les réservoirs de biodiversité. Les corridors peuvent être paysagers (large couloir de milieux naturels), linéaires (le long d'une haie par exemple) ou bien diffus, se basant alors sur les éléments relais de la Trame verte (notion de corridor « en pas japonais », reliant progressivement plusieurs petits boisements ou des mares par exemple).

En dehors des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, d'autres types de milieux servent de support à la TVB. Il s'agit notamment des zones tampons présentes aux abords des réservoirs (lisière ou bande arbustive autour d'un boisement par exemple), ainsi que des espaces naturels relais qui peuvent être isolés. Souvent de superficie restreinte, ils n'en demeurent pas moins essentiels pour offrir des refuges ponctuels à la faune sauvage. Il peut s'agir de petits bosquets arborés ou arbustifs au sein d'une matrice agricole par exemple.

La TVB s'étudie à plusieurs échelles géographiques : nationale, régionale puis locale. Ce travail permet de prendre en considération le contexte environnemental dans lequel se situe le projet (voies de migration pour l'avifaune ; large vallée attenante à un cours d'eau majeur ; contexte agricole intensif ; etc.).

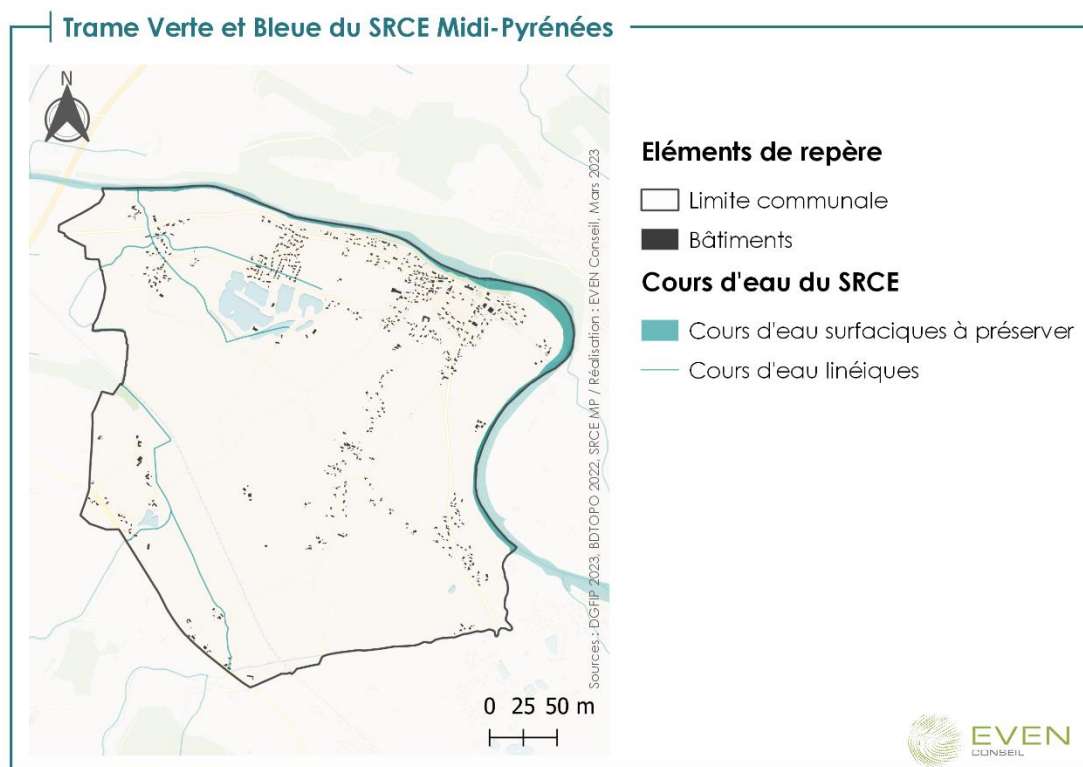
Lors de l'élaboration d'une TVB pour un document de planification territoriale, l'enjeu est de définir les secteurs les plus favorables à la faune et la flore, sur lesquels l'urbanisation sera proscrite ou tolérée sous conditions

■ La Trame Verte et Bleue du SRCE de l'ex-région Midi-Pyrénées

Le SRCE de l'ex-région Midi-Pyrénées positionne la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur dans la plaine centrale possédant deux enjeux majeurs régionaux :

- L'amélioration des déplacements des espèces de la prairie : le bassin de vie toulousain et ses alentours
- Le besoin de flux d'espèces entre Massif central et Pyrénées pour assurer le fonctionnement des populations.

Saint-Lieux-lès-Lavaur n'est pas concernée par la présence d'éléments constitutifs de la TVB du SRCE. Cependant, elle possède des cours d'eau répertoriés comme cours d'eau à préserver au SRCE.



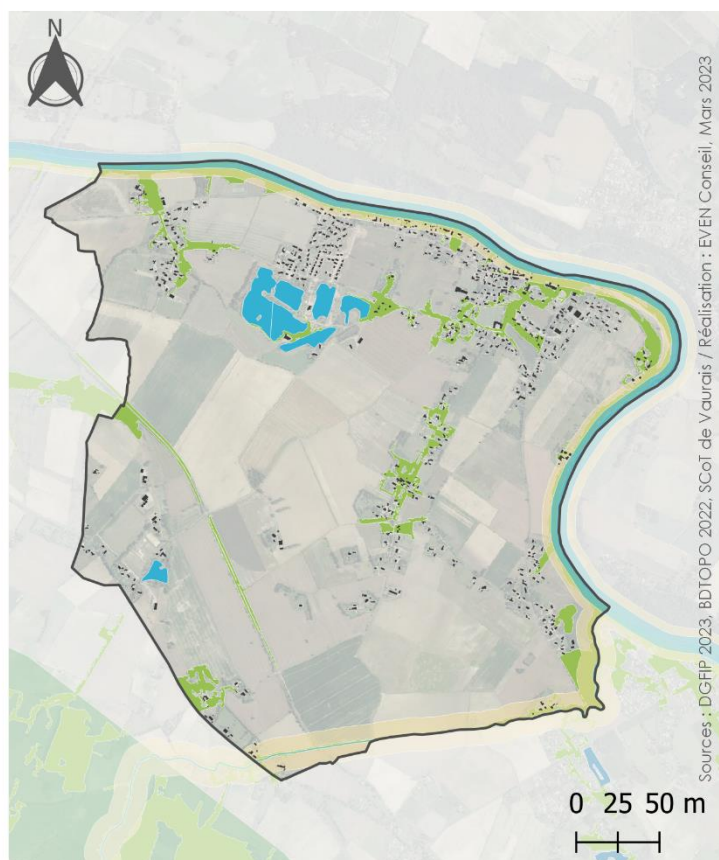
Carte 8 : Trame Bleue du SRCE Midi-Pyrénées.

■ La Trame Verte et Bleue du SCoT

D'après le SCoT du Vaurais, Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par :

- Un élément de la Trame Bleue le long de l'Agout ;
- Un élément de Trame Verte et Bleue paysager le long de l'Agout et au sud de la commune ;
- Des boisements ponctuels.

La trame verte et bleue du SCoT du Vaurais



Éléments de repère

□ Commune_2023

■ Batiment_2023

La Trame Verte et Bleue du SCoT

■ Continuité écologique

■ Cours d'eau constitutifs de la Trame Bleue

■ Trame Verte et Bleue paysagère

■ Zones humides identifiées

■ Surface en eau supérieure à 1 ha

■ Bois supérieur à 1 ha

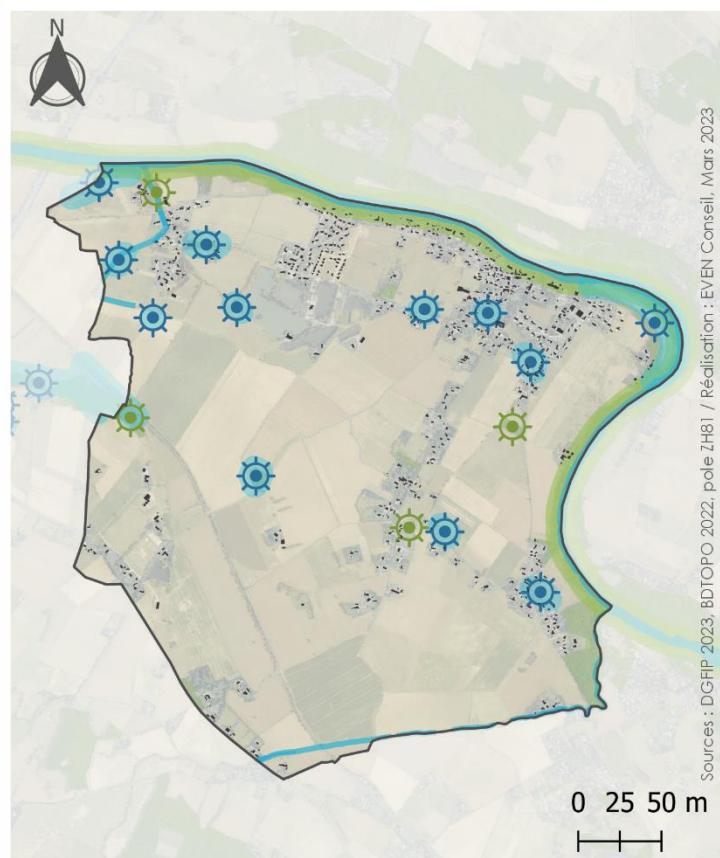
Carte 9 : La Trame Verte et Bleue du SCoT de Vaurais.

■ La Trame Verte et Bleue du PLU

Saint-Lieux-lès-Lavaur présente une trame écologique « ordinaire » regroupant :

- Une trame aquatique constituée principalement autour de l'Agout et de sa ripisylve qui présentent un certain potentiel pour les espèces. Le ruisseau de Sézy constitue également un corridor aquatique. Le SDAGE Adour Garonne 2022-2027 identifie l'état écologique de l'Agout comme médiocre et du ruisseau de Sézy comme moyen.
- Une sous trame humide marquée par les différentes zones humides ponctuant le territoire. Cette sous trame est marquée par des réservoirs principaux correspondant aux zones humides et des réservoirs secondaires autour des zones humides.
- Des espaces de relais boisés. La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est très marquée par la présence de milieux ouverts de grandes cultures. Des boisements fonctionnels représentent donc des espaces relais.

La trame verte et bleue de Saint-Lieux-lès-Lavaur



Éléments de repère

- Commune_2023
- Batiment_2023
- Espaces agricoles
- Espaces boisés

La Trame Verte et Bleue du PLU

La sous trame aquatique

- Agout
- La ripisylve de l'Agout
- Corridor aquatique

La sous trame humide

- Les zones humides
- Réservoir secondaire associé aux zones humides

La sous trame boisée

- Espace relais

Carte 10 : La Trame Verte et Bleue de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur

ATOUTS

- La présence de l'Agout et de sa ripisylve créant un support privilégié pour la biodiversité ;
- La présence de nombreuses zones humides ponctuelles

POINTS DE VIGILANCE

- Une faible présence d'espaces boisés ;
- Des milieux agricoles présentant peu de haies et alignement d'arbres ;
- Un état écologique des cours d'eau allant de moyen à médiocre (vulnérabilité aux nitrates notamment).

ENJEUX POUR LE PLU :

- La préservation et le renforcement des espaces boisés de la commune ;
- Des continuités écologiques qui devront être restaurées ;
- Des réservoirs et corridors aquatiques à restaurer/conforter.

PRESCRIPTIONS DU SCoT A PRENDRE EN COMPTE DANS LE PLU

P. 28 : Au sein des documents d'urbanisme locaux, il est prescrit la mise en œuvre d'un zonage de type NTVB garantissant l'inconstructibilité de ces milieux (hors bâtiments strictement liés à l'usage, à la bonne gestion de ces milieux, à l'exploitation du milieu et de la ressource, et hors des bâtiments patrimoniaux existants répertoriés sur ces zones par un zonage N et un règlement adapté).

P. 30 : L'identification de zones N à règlement adapté pour autoriser certains équipements publics d'intérêt général ou des actions liées à l'exploitation des carrières, en justifiant le besoin, sont autorisées.

P. 31 : Au sein des cœurs de biodiversité de la TVB (identifiés dans le diagnostic territorial), le SCoT prescrit :

- La protection des boisements significatifs et la valorisation, ainsi que la protection du ou des paysages ;

- Les protections des ripisylves des cours d'eau ;

- La protection des zones humides identifiées à l'échelle communale et intercommunale en pérennisant leur fonctionnement (protection des zones d'alimentation, mise en place de zones tampons...) ;

- La préservation des cours d'eau, en interdisant les nouvelles constructions et annexes dans une bande de 10 mètres de part et d'autre du haut de la berge du cours d'eau.

Le SCoT prescrit l'interdiction d'urbanisation linéaire ou circulaire autour des réservoirs de biodiversité pour assurer le maintien des échanges avec les milieux limitrophes. Le SCoT rappelle qu'au sein des sites Natura 2000 du territoire, les aménagements doivent être compatibles avec les documents d'objectifs respectifs des sites et faire l'objet, conformément au code de l'Environnement, d'une étude d'incidences. Le classement devra être compatible avec l'existence d'ouvrage d'intérêt général et de services publics, en veillant à déclasser, le cas échéant, des bandes d'une largeur suffisante par rapport à l'implantation de ces ouvrages.

P. 32 : Les continuités écologiques identifiées sur la cartographie ci-dessus devront se traduire dans les documents d'urbanisme locaux.

Le schéma ci-contre montre la structuration générale des continuités écologiques de la trame verte sur le territoire du SCoT. Il revient aux documents d'urbanisme locaux de zoner et de réglementer la réalité de ces continuités écologiques afin d'en assurer la préservation et le fonctionnement.

P. 33 : La TVB communale doit prendre en compte les continuités d'échelle communale ou intercommunale à préserver, valoriser ou créer.

Les boisements de plus d'1 ha peuvent constituer des supports privilégiés pour l'identification de ces continuités.

P. 34 : Les continuités écologiques représentent des secteurs qui doivent être protégés afin de préserver les paysages, les points de vue, notamment les lignes de crêtes. Les documents d'urbanisme locaux doivent traduire, dans leurs règlements et leurs pièces graphiques, les conditions d'une extension compatible avec la préservation des continuités écologiques.

P. 35 : Au sein des secteurs de continuités écologiques, le SCoT prescrit la mise en œuvre d'un zonage garantissant l'inconstructibilité de ces milieux (hors bâtiments strictement liés à l'usage, à la bonne gestion de ces milieux, à l'exploitation du milieu ou de la ressource et hors bâtiments existants répertoriés sur ces zones). Pour les cœurs de bourgs et hameaux constitués, situés au sein des continuités écologiques, seule la densification, le renouvellement/réinvestissement seront autorisés. Au sein des documents d'urbanisme locaux, le zonage sera de type NTVB (qui n'empêche pas l'exploitation du secteur agricole, ou forestière) ou ATVB.

P. 36 : Les principaux cours d'eau et zones humides identifiés sur la carte ci-contre constituent les principales continuités écologiques de la trame bleue. L'ensemble de ces cours d'eaux devra être retranscrit au sein des documents d'urbanisme locaux et des mesures de protection adaptées doivent être prévues dans le règlement.

P. 37 : Les documents d'urbanisme locaux doivent effectuer un inventaire des cours d'eau et des zones humides afin de les intégrer à la trame bleue de la commune.

R 8 : Le SCoT recommande, pour les réservoirs de continuité écologiques, de réglementer, dans les documents d'urbanisme, les zones concernées afin que les clôtures soient perméables (grillages, haie végétale) de façon à laisser circuler l'eau et les espèces librement.

P. 38 : Le SCoT prescrit la préservation des cours d'eau en interdisant les constructions et annexes dans une bande de 10 mètres de part et d'autre du bord haut des berges, en dehors des zones NTVB et ATVB.

P. 39 : En compatibilité avec le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021, le SCoT prescrit que, pour tout projet dont la réalisation entraînerait la disparition argumentée d'une surface de zones humides, des mesures compensatoires sont à prévoir. Elles doivent correspondre à une contribution équivalente, en termes de biodiversité et de fonctionnalités à la zone humide détruite. En l'absence de démonstration que la compensation proposée apporte, pour une surface équivalente supérieure ou inférieure à la zone humide détruite, une contribution équivalente à la compensation sera effectuée à hauteur de 150 % de la surface perdue (taux fixé par le SDAGE). La compensation sera localisée, en priorité dans le bassin versant de la masse d'eau impactée ou son unité hydrographique de référence.

P. 40 : Au sein des documents d'urbanisme locaux, le zonage de ces secteurs sera de type NTVB ou ATVB, les règlements doivent préciser les dispositions réglementaires favorisant la préservation des continuités écologiques de la trame bleue en cohérence avec les activités agricoles existantes sur ces secteurs. L'identification de bandes de protection, de part et d'autre des cours d'eau, ne devra pas porter atteinte ou constituer une contrainte vis-à-vis de l'activité agricole existante.

P. 59 : Le SCoT prescrit que les zones humides en ZNIEFF soient préservées et protégées. Les constructions n'y sont pas autorisées. Les constructions environnantes doivent respecter des principes d'intégration paysagère.

VI. GESTION DES RESSOURCES

VI.1 - Eau et assainissement

a - Présentation et état des masses d'eau

Le SDAGE Adour Garonne a récemment été révisé et s'applique désormais sur la période 2022-2027. Il recense 2 cours d'eau, l'Agout et le ruisseau de Sézy, et deux masses d'eau souterraines correspondant aux alluvions du Tarn, du Dadou, de l'Agout et du Thoré et aux sables et argiles à graviers de l'Eocène inférieur et moyen.

Tableau 1 : Etat chimique et écologique des masses d'eau superficielles recensées au SDAGE Adour Garonne 2022-2027 (Etat des lieux 2019).

Type de masse d'eau	Identifiant	Nom	Etat chimique	Etat écologique
Cours d'eau	FR152A	L'agout du confluent de la Durenque au confluent du Tarn	Bon	Médiocre
Cours d'eau	FRR152A_11	Ruisseau de Sézy	/	Moyen

Tableau 2 : Etat chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines recensées au SDAGE Adour Garonne 2022-2027 (Etat des lieux 2019).

Type de masse d'eau	Identifiant	Nom	Etat chimique	Etat quantitatif
Souterraine	FRFG021	Alluvions du Tarn, du Dadou, de l'Agout et du Thoré	Mauvais	Bon
Souterraine	FRFG082D	Sables et argiles à graviers de l'Eocène inférieur et moyen majoritairement captif du Sud-Est du Bassin aquitain	Bon	Mauvais

Saint-Lieux-lès-Lavaur est également couvert par le SAGE Agout s'appliquant sur la période 2014-2021. Ce SAGE est en cours de révision.

b - La gestion de la ressource en eau potable

L'alimentation en eau potable est gérée sur le territoire par le Syndicat Mixte des Eaux de la Montagne Noire (SNEMN) qui a pour mission le transfert et la distribution de l'eau potable.

▪ Les prélèvements en eau potable

Au total en 2020, 12 600 m³ d'eau ont été prélevés dans les nappes phréatiques de la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur. Cette eau prélevée au niveau de l'ouvrage « En barde » est totalement dédiée à l'irrigation.

Concernant l'alimentation en eau potable du territoire, celle-ci provient du barrage des Cammazes, soutenue par la retenue de la Galaube. Cette eau est ensuite traitée dans les usines de Picotalen, dans la commune de Sorèze.

D'après le Rapport sur le Prix et la Qualité des Service (RPQS) de 2021, à l'échelle de la totalité des communes du syndicat, la consommation annuelle moyenne par abonné domestique est de 119 m³ ce qui correspond à un volume vendu total de 2 310 859 m³.

Les bords de l'Agout font l'objet d'un périmètre de protection réglementaire établi par arrêté préfectoral des captages d'eau.

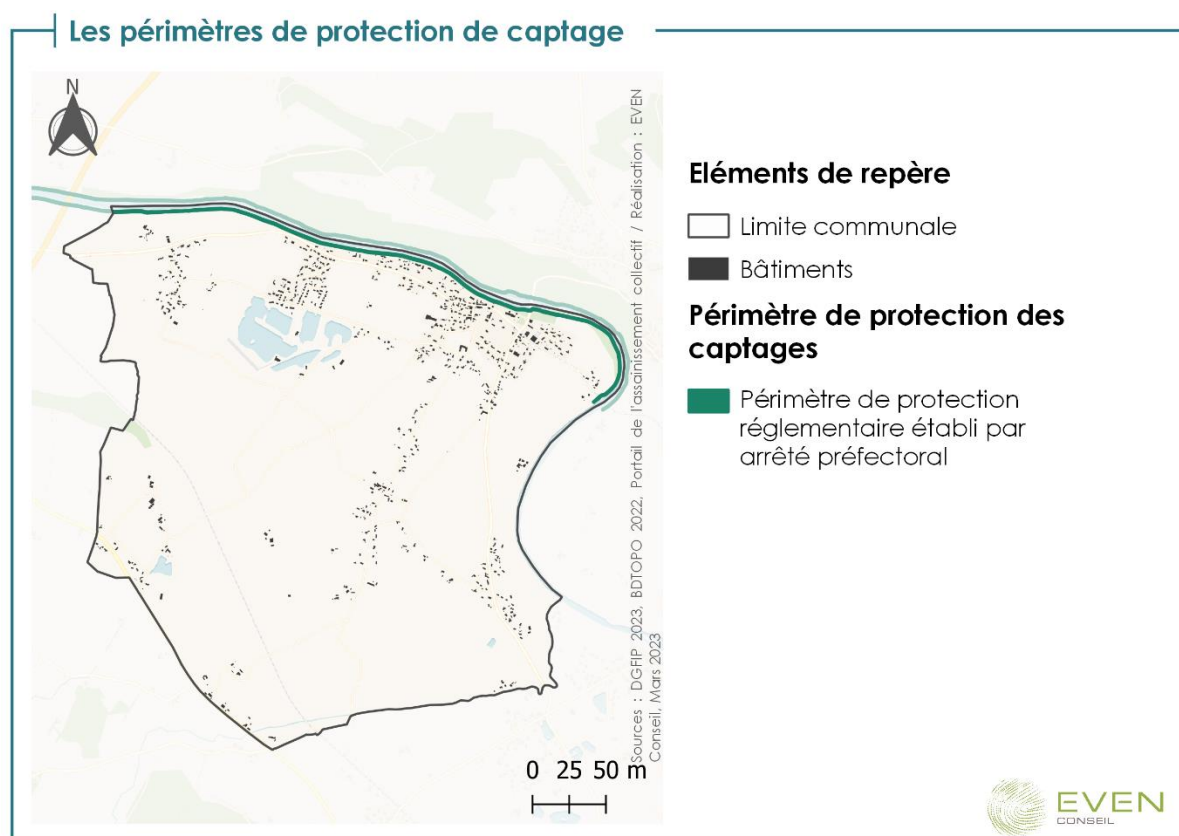


Figure 2 : Périmètre de protection réglementaire établi par arrêté préfectoral.

■ Qualité de l'eau potable

D'après l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement, la qualité microbiologique et physico-chimique de l'eau potable était de 100% en 2021 sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur. De plus, le RPQS indique que les concentrations en nitrate, aluminium et pesticides sont conformes.

■ Les pressions sur la ressource en eau

D'après l'arrêté du 15 juillet 2021, la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est entièrement considérée comme vulnérable aux nitrates représentant donc une pression sur la ressource en eau. Cependant, l'eau prélevée provient de Cammazes, classée partiellement en zone nitrate.

■ Rendement des réseaux

Le rendement des réseaux de distribution d'eau potable est estimé à 84,1% avec un indice linéaire de perte en réseau de 0,99 m³/km/j. Ce niveau de perte est estimé comme faible mais a augmenté depuis 2020 (0,42 m³/km/j en 2020 contre 0,99 m³/km/j en 2021), impactant donc les rendements des réseaux (93% de rendement en 2020 contre 84,1% en 2021).

- Renouvellement des réseaux

En 2021 le taux de renouvellement des réseaux était de 1,32%. En effet, des travaux de renforcement, de renouvellement et d'extension du réseau d'eau ont été réalisés dans la totalité du territoire desservi par le SIEMN. Plus spécifiquement sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur, des travaux ont été réalisés au niveau de la route des Cambard afin d'installer des nouveaux réseaux.

c - Le traitement des eaux usées

- L'assainissement collectif

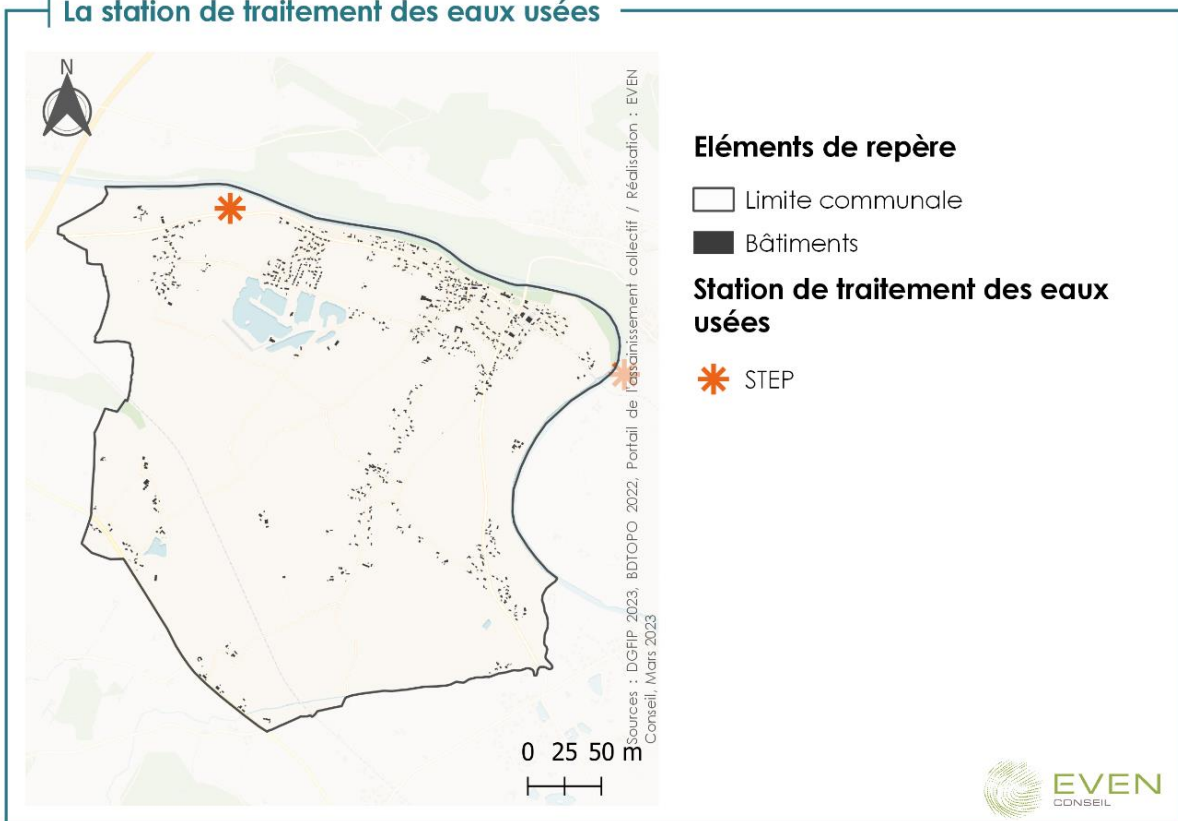
L'assainissement collectif de Saint-Lieux-lès-Lavaur est géré en régie. Celui-ci est en séparatif sur une grande partie. La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur possède une Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) en fonctionnement depuis mars 2016 desservant environ 576 habitants. L'assainissement collectif reste minoritaire sur la commune.

Tableau 3 : Caractéristique de la station d'épuration de Saint-Lieux-lès-Lavaur. / Portail de l'assainissement collectif, 2021

Nom de la station	Capacité nominale (EH)	Charges entrantes (EH)	Filière de traitement	Milieu récepteur	Conformité des équipements et des performances
STEU de Saint-Lieux les Lavaur-Bourg	1 200	231	Filtres plantés	Agout	Oui

D'après le RPQS de 2021, 19 517 m3 ont été facturés pour les abonnés domestiques sur la totalité de l'année.

La station de traitement des eaux usées



Carte 11 : Localisation de la STEP de Saint-Lieux-lès-Lavaur.

Les données de la station d'épuration datent de 2021. Cependant, la commune a réalisé des travaux permettant de raccorder davantage de logements au réseau d'assainissement collectif, augmentant donc les charges entrantes. Les charges entrantes restent inférieures à la capacité nominale et permettant le raccordement de zones de développement.

ATOUTS

- Un périmètre de protection de captage s'appliquant aux abords de l'Agout permettant une protection de la ressource ;

POINTS DE VIGILANCE

- Des masses d'eau superficielles avec des état écologiques allant de médiocres à moyen ;
- Des nappes d'eau souterraines subissant des pressions chimiques et quantitatives ;
- Une zone vulnérable aux nitrates ;
- Un assainissement collectif peu développé.

ENJEUX POUR LE PLU :

- La prise en compte des ressources dans le développement du territoire ;
- Le maintien d'espaces de pleine terre dans les nouveaux projets afin d'améliorer la gestion des eaux de ruissellement ;
- L'amélioration de l'état écologique des masses d'eau superficielles.

PRESCRIPTIONS DU SCOT A PRENDRE EN COMPTE DANS LE PLU

P. 45 : Limiter l'étalement urbain et répondre ainsi à l'optimisation des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable en termes de fonctionnement et d'investissement.

R 12 : Le SCoT recommande que les documents d'urbanisme locaux tiennent compte de la localisation des réseaux d'irrigation dans l'identification des secteurs de développement.

R 16 : Dans les documents d'urbanisme locaux, le SCoT recommande de localiser et de qualifier les aménagements et réseaux hydrauliques agricoles afin de les protéger.

R 14 : Prévoir les capacités de stockage ou de gestion des ruissellements dans toute opération de construction, d'aménagement urbain, agricole ou de loisirs et favoriser des solutions alternatives de gestion des eaux pluviales (noues...). Les PLU peuvent déterminer des règles d'urbanisme permettant de limiter l'importance et la continuité des espaces imperméabilisés. Lorsque cela sera possible, les PLU peuvent imposer un stockage à la parcelle des eaux pluviales, et définir des débits de fuite à ne pas dépasser.

P. 44 : Conditionner, en lien avec les syndicats des eaux potables du territoire, les développements urbains à une capacité communale, des nouveaux besoins en alimentation en eau potable induits par cet accroissement de population. Les documents d'urbanisme locaux devront justifier le projet démographique au regard de ces capacités.

P. 82 : les communes doivent disposer d'un schéma communal d'assainissement collectif. Les documents d'urbanisme locaux doivent traiter de ce risque et définir les dispositions réglementaires favorables au développement d'un assainissement collectif au regard des objectifs de développement de chaque commune. Le phasage de développement et celui de la réalisation de l'équipement doivent garantir une cohérence pour permettre l'accueil des nouveaux habitants.

P. 72 : Le SCoT prescrit que la taille minimale du hameau est fixée à : 5 constructions d'habitations non contiguës.

Forme urbaine associée à un hameau : ensemble bâti structuré par sa trame viaire. Cette structuration témoigne d'une organisation sociale collective actuelle ou passée. Un ou plusieurs éléments patrimoniaux peuvent rendre compte de cette organisation sociale.

Possibilités de développement liées à cette typologie urbaine : Le hameau ne peut être densifié que dans les limites de son enveloppe foncière et selon les dispositions réglementaires définies dans les documents d'urbanisme locaux, au regard de la présence et des capacités des réseaux existants.

P. 79 : Le SCoT prescrit :

- De limiter l'imperméabilisation des sols, en particulier en cas d'opération d'aménagement urbain, en évaluant la sensibilité des sites au regard de l'augmentation du ruissellement et de la pollution des eaux. Dans ce cadre, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre dans leur règlement, la mise en œuvre de techniques adaptées à cet objectif (revêtements poreux sur chaussées et parkings, toitures végétalisées, pourcentage d'espaces verts...).
- De prévoir les solutions de stockage ou de gestion des ruissellements dans toute opération de construction, d'aménagement urbain, agricole ou de loisirs et favoriser des solutions alternatives de gestion des eaux pluviales (noues). Les PLU déterminent des règles d'urbanisme permettant de limiter l'importance et la continuité des espaces imperméabilisés. Lorsque cela sera possible, les PLU pourront imposer un stockage à la parcelle des eaux pluviales et définir des débits de fuite à ne pas dépasser.

P. 76 : Pour les voiries existantes, le DOO rappelle pour les opérations d'une certaine importance (cf. article L 49 du code des Postes et Télécommunications) de coordonner la pose des fourreaux ou des supports aériens dédiés aux communications électroniques à très haut débit lors de travaux sur les voiries publiques ou les différents réseaux qui les occupent.

R 4 : L'optimisation et le partage des surfaces dédiées aux stationnements seront recherchés sur l'ensemble des opérations d'aménagement, dans le but de limiter la consommation d'espaces et l'imperméabilisation des sols. Par ailleurs, un revêtement de sol adapté, favorisant l'infiltration des eaux de pluie, sera privilégié.

La gestion des eaux pluviales : **si la gestion des eaux pluviales doit se faire à l'échelle communale, et non opération par opération, une stratégie particulière doit être adoptée dans le cadre de chaque extension urbaine.** Quelques exemples peuvent être mis en avant, afin d'envisager la gestion des eaux pluviales comme un élément paysager qui structure et embellit le quartier (mise en relation avec le cheminement piéton) :

- Des caniveaux paysagers plantés de végétaux hydrophiles (ex. roseaux) et agrémentés de galets peuvent contribuer au décor en valorisant la circulation de l'eau ;
- Des noues paysagères successives afin d'éviter la création d'un bassin de rétention trop volumineux ;
- Les fossés enherbés à ciel ouvert...

VII. RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs du Tarn de 2021 identifie 6 risques majeurs sur la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur :

- Un risque d'inondation ;
- Un risque de mouvement de terrain lié au risque retrait gonflement des argiles ;
- Un risque de Transport de Matières Dangereuses ;
- Un risque de rupture de barrage ;
- Un risque événements météorologiques ;
- Un risque sanitaire.

VII.1 - Les risques naturels

a - Le risque d'inondation

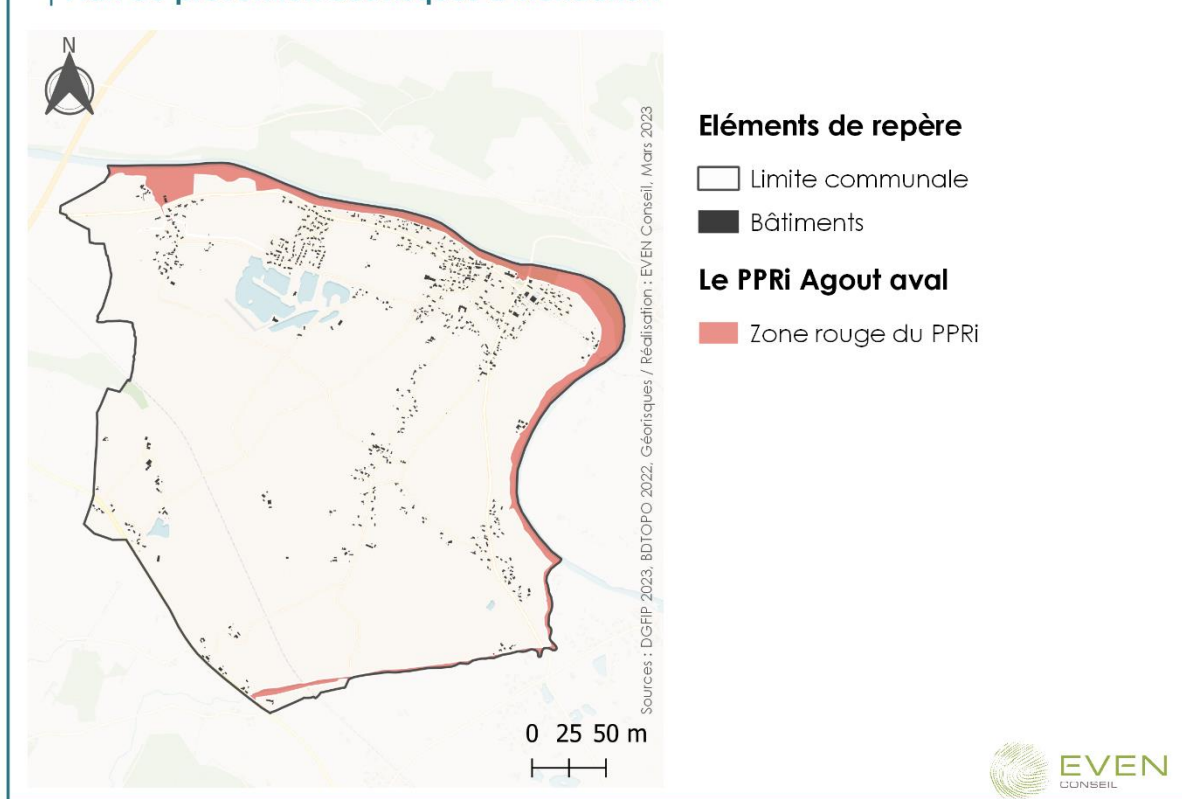
La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un risque inondation lié à la présence de l'Agout.

La commune est également concernée par un risque de remontée de nappe avec des secteurs concernés par des risques d'inondation de cave et certains secteurs concernés par un risque de débordement de nappe.

■ Un risque d'inondation encadrée à plusieurs échelles

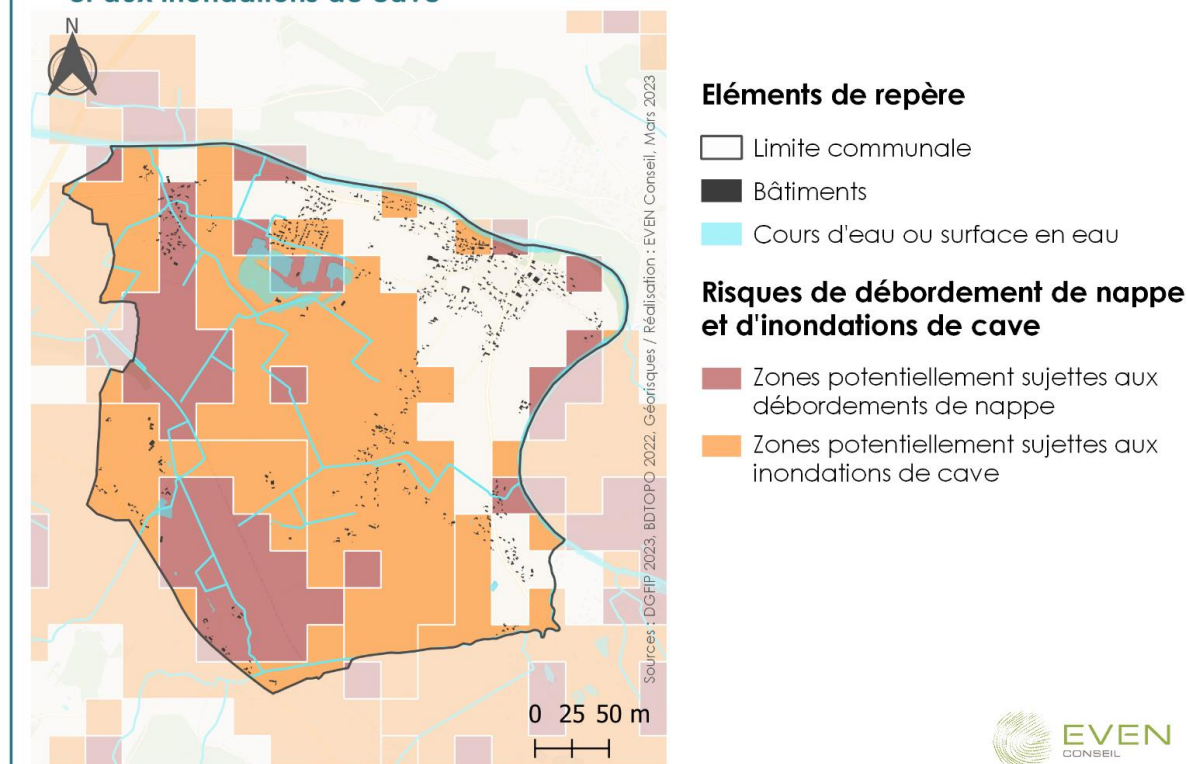
- **Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation** du bassin Adour Garonne approuvé en mars 2022 qui s'applique entre 2022 et 2027 fixant 7 objectifs stratégiques sur le bassin.
- **Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation Agout aval** approuvé le 28 février 2022 permettant de prévenir contre le phénomène d'inondation. Le PPRi identifie des zones rouges et bleues dans lesquelles les constructions sont réglementées dans les zones bleues, et interdites dans les zones rouges.

Plan de prévention des risques d'inondation



Carte 13 : Le plan de prévention des risques d'inondation Agout Aval.

Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe et aux inondations de cave

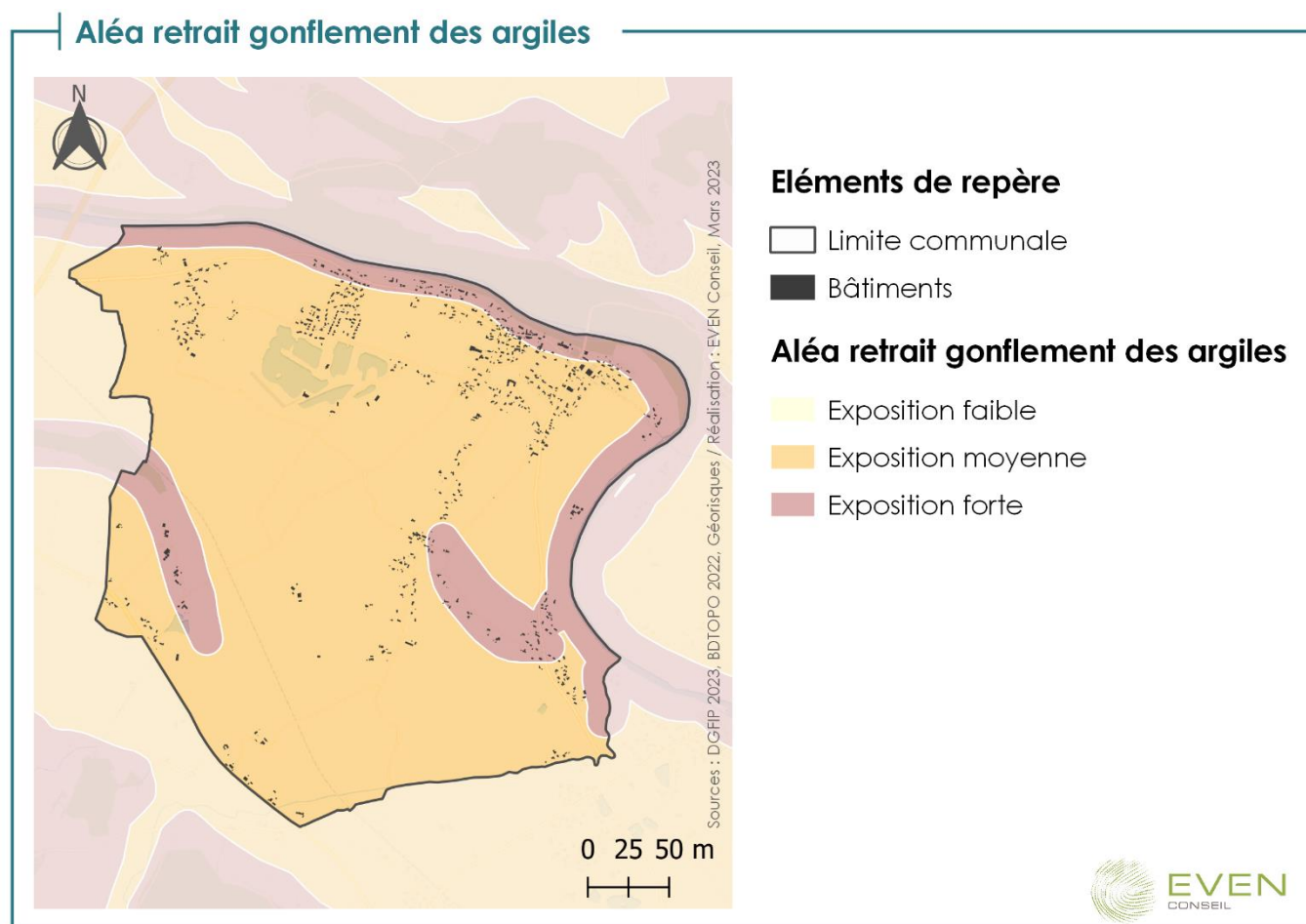


Carte 14 : Les zones potentiellement sujettes aux inondations de cave et au débordement de nappe.

b - Le risque mouvement de terrain

Les sols argileux sont amenés à gonfler lors des forts épisodes de pluies et à se rétracter lors des périodes de sécheresses, ce qui forme des fissures. Ce phénomène peut avoir de lourdes conséquences sur les bâtiments et les réseaux et voiries.

La commune est intégralement concernée par un risque de retrait gonflement des argiles avec une exposition moyenne ou forte selon les secteurs. Ce phénomène est encadré par un **Plan de Prévention des Risques départemental de retrait et gonflement des argiles** approuvé le 13 janvier 2009. La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur se localise dans la zone bleue de ce plan de prévention.



Carte 15 : Les risques de retrait gonflement des argiles.

c - Le risque radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle, contenu dans certains types de roches. Ces gaz peuvent s'accumuler dans les espaces clos et favorisent de développer un cancer du poumon. La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur connaît un potentiel radon de **catégorie 1**, correspondant à un aléa faible.

d - Le risque sismique

La commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un risque sismique de catégorie 1, soit très faible. Elle n'est donc pas concernée par la réglementation parasismique s'appliquant aux zones 2 à 5.

e - Le risque événement météorologique

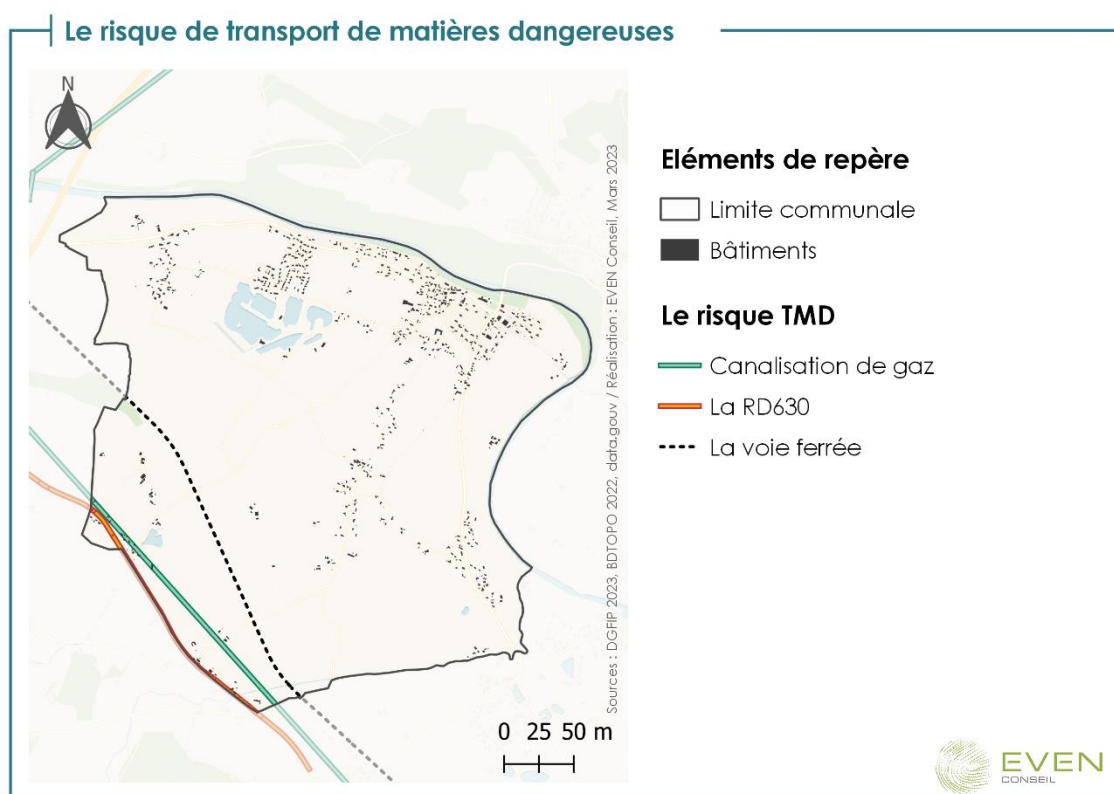
La totalité des communes du Tarn sont exposée au risque majeur événements météorologiques. En effet, bien que le département du Tarn n'ait jamais connu de classement en vigilance rouge, celui-ci est régulièrement concerné par des vigilances météorologiques oranges.

VII.2 - Les risques technologiques

a - Le risque de transport de matières dangereuses

D'après le TIM du Tarn et le dossier communal synthétique de la commune, Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par un risque Transport de Matière Dangereuses (TMD) en lien avec :

- Le transport routier sur la route départementale 630 ;
- Le transport ferroviaire sur la ligne SNCF Lavaur – Saint-Sulpice ;
- Le transport souterrain de gaz haute pression (donnée Terega)



Carte 16 : Le risque de transport de matières dangereuses dans la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur.

b - Le risque rupture de barrage

La commune est concernée par un risque de rupture de barrage car celle-ci se localise dans l'onde de submersion des barrages des Cammazes et de Rivières. Ces barrages sont deux barrages de classe A, localisés dans le département du Tarn.

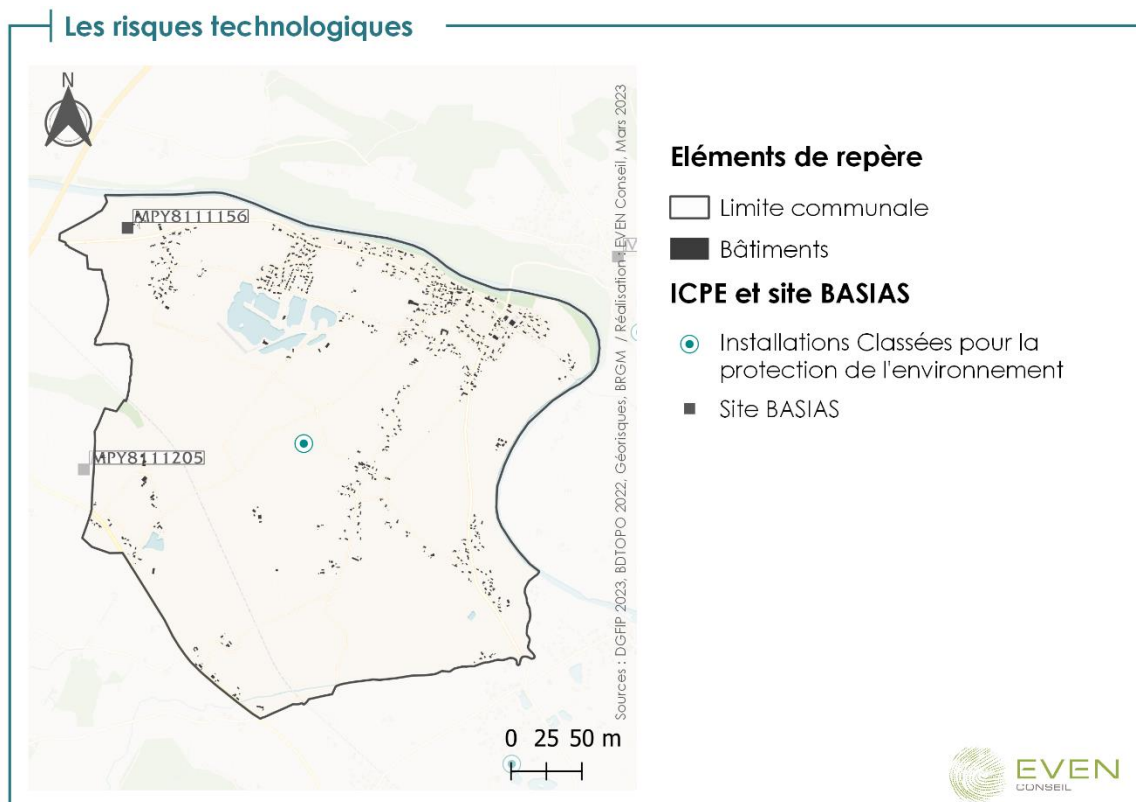
Saint-Lieux-lès-Lavaur est concernée par les **Plan Particuliers d'Intervention** (PPI) de ces deux barrages.

c - Les installations classées pour la Protection de l'Environnement

Une seule Installation Classée pour la Protection de l'Environnement se localise dans la commune. Cette installation, Pradelles Jean, est soumise au régime d'enregistrement et n'est pas classée SEVESCO.

d - Sites et sols pollués

Un site BASIAS est présent sur la commune. Les sites BASIAS correspondent à un inventaire historique des sites industriels et des activités de service. Ce site, localisé au Nord-Ouest de la commune, correspond à une décharge permettant la collecte et le stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères.



Carte 17 : Les installations classées pour la protection de l'environnement et les anciens sites industriels

ATOUTS	POINTS DE VIGILANCE
<ul style="list-style-type: none"> Des risques maîtrisés grâce à la présence d'un PPRi, d'un PPR argiles et de PPI. Un territoire peu exposé aux risques industriels. 	<ul style="list-style-type: none"> Présence de 5 risques majeurs sur la commune. Des secteurs exposés à des risques d'inondation aux abords de l'Agout. Un risque de retrait gonflement des argiles pouvant être fort dans le territoire.

ENJEUX POUR LE PLU :

- La prise en compte des risques majeurs, principalement d'inondation dans le développement urbain ;
- L'adaptation des constructions aux risques, notamment au risque retrait gonflement des argiles.

PRESCRIPTIONS DU SCoT A PRENDRE EN COMPTE DANS LE PLU

P. 77 : Pour réduire l'exposition des biens et des personnes au risque d'inondation, concernant l'ensemble du réseau hydrographique, le SCoT entend prendre en compte les dispositifs des Plans de Prévention du Risque Inondation (...).

P. 78 : En l'absence de Plan de Prévention des Risques, il faut intégrer le risque d'inondation dans les stratégies de développement urbain. Dans l'attente de l'approbation d'un PPRi, les documents d'urbanisme ne doivent pas ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation (zones U et AU) dans les zones inondables.

P. 79 : Le SCoT prescrit :

De limiter l'imperméabilisation des sols, en particulier en cas d'opération d'aménagement urbain en évaluant la sensibilité des sites au regard de l'augmentation du ruissellement et de la pollution des eaux. Dans ce cadre, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre dans leur règlement, la mise en œuvre de techniques adaptées à cet objectif (revêtements poreux sur chaussées et parkings, toitures végétalisées, pourcentage d'espaces verts...).

De prévoir les solutions de stockage ou de gestion des ruissellements dans toute opération de construction, d'aménagement urbain, agricole ou de loisirs et favoriser des solutions alternatives de gestion des eaux pluviales (noues). Les PLU déterminent des règles d'urbanisme permettant de limiter l'importance et la continuité des espaces imperméabilisés. Lorsque cela sera possible, les PLU pourront imposer un stockage à la parcelle des eaux pluviales et définir des débits de fuite à ne pas dépasser.

P. 80 : Dans les secteurs ayant des risques inondables avérés, le SCoT prescrit que les documents d'urbanisme locaux doivent s'assurer de la perméabilité des clôtures (grillage, haie végétale...) de façon à laisser circuler les eaux et les espèces librement.

P. 83 : Le SCoT préconise la prise en compte des orientations des PPR retraits gonflement des argiles et effondrement des berges pour les communes du territoire concerné (documents annexés aux documents d'urbanisme locaux). De plus, le SCoT préconise que les documents d'urbanisme locaux, lors de leur élaboration et/ou révision, doivent tenir compte dans la définition du projet et des secteurs à urbaniser des contraintes et des risques liés à ces risques.

R 30 : Il convient de maîtriser l'urbanisation autour des établissements présentant un risque industriel et d'être attentif aux risques générés par :

- La concentration d'installations présentant un risque non majeur mais dont « les effets cumulés » peuvent présenter un risque global significatif ;
- La présence, dans le tissu urbain existant, d'implantations industrielles historiques.

P. 81 : Le SCoT prescrit que la constructibilité à proximité des installations industrielles à risques doit être limitée par la création de zones tampons. De plus, il importe de prévoir les espaces nécessaires à l'accueil d'entreprises à risques en tenant compte, notamment, des besoins de relocalisation d'entreprises enclavées dans le tissu urbain. Ces sites doivent :

- Être suffisamment éloignés des zones résidentielles ;
- Prévoir un traitement soigné des abords.

P. 84 : Sur les sites identifiés comme abritant des sols pollués, le SCoT prescrit la mise en place de servitudes encadrant les occupations des sols autorisées afin de limiter les risques pour la santé et l'environnement. Ainsi, un diagnostic de pollution des sols sera inclus dans le projet d'aménagement.

R 31 : le SCoT recommande que les PLU prévoient la mise en place de zones tampons dans les secteurs de développement localisés à proximité des bâtiments agricoles situés et des établissements d'activités existants ou futurs, pouvant générer des nuisances (bruit, odeur, paysage). Ces zones devront faciliter leur intégration paysagère.

R 32 : Dans la perspective d'assurer la qualité des eaux rejetées par les stations d'épuration, il convient de constituer des réserves foncières nécessaires pour assurer un complément d'épuration aux stations existantes, créer une zone tampon entre les flux rejetés et les milieux récepteurs. Ces zones pourraient accueillir des bassins de lagunages végétalisés ou des puits filtrants afin d'augmenter les rendements d'épuration et éviter l'effet de concentration en un point, des effluents résiduels rendus aux milieux.

VIII. ENERGIE ET CLIMAT

NB : Les données de cette partie correspondent à des données à l'échelle de la communauté de communes car aucunes données n'étaient disponibles à l'échelle de la commune. De plus, les dernières données disponibles correspondent à celles de l'année 2020 pouvant être biaisées au vu de la situation sanitaire.

La communauté de communes de Tarn-Agout a approuvé le 15 mars 2023 son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) pour la période 2023-2028. La mise en place du PCAET permet de fixer des objectifs stratégiques et opérationnels, faisant l'objet de fiches actions.

La stratégie de ce PCAET repose sur 5 orientations stratégiques :

- Un territoire adapté aux nouvelles contraintes climatiques ;
- Un territoire pour produire et consommer local ;
- Un territoire de mobilités bas-carbone ;
- Un territoire sur le chemin de l'autonomie énergétique ;
- Un PCAET pour structurer la politique locale de transition énergétique.

VIII.1 - Les consommations énergétiques

En 2020, la consommation énergétique totale sur la communauté de communes de Tarn-Agout était de 484 GWh soit 16 543 kWh/hab contre 19 217 kWh/hab dans le département du Gers.

Le territoire est très dépendant des énergies fossiles car elles représentent 55% du mix énergétique : 45% de l'énergie produite est issue des produits pétroliers et 10% du gaz naturel.

Les secteurs résidentiels et des transports sont les secteurs les plus consommateurs d'énergies car ils représentent chacun environ 35% des consommations énergétiques du territoire.

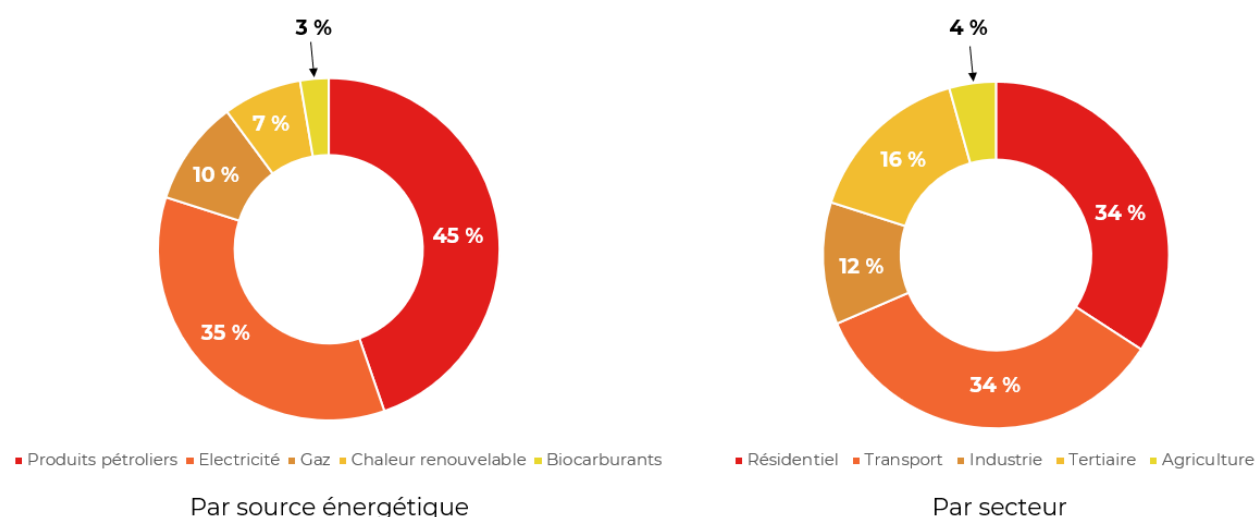


Figure 3 : Les consommations énergétiques dans la communauté de communes Tarn - Agout en 2020 / Source : TerriSTORY

VIII.2 - Les émissions de gaz à effet de serre

Le premier secteur d'émissions de gaz à effet de serre est le secteur des transports qui représente 39% des émissions de gaz à effet de serre de la communauté de communes de Tarn-Agout suivi de l'agriculture représentant 22% des émissions de gaz à effet de serre. La part importante des transports dans le bilan carbone du territoire est en lien avec la dépendance du territoire à la voiture individuelle : 86,5% des transports utilisés pour se rendre au travail sont réalisés en voiture, camion ou fourgonnette.

A l'échelle du département, l'agriculture représente 43% des émissions de CO2 et correspond au premier pôle d'émission.

Concernant les émissions de carbone par habitant, en 2020 la communauté de communes de Tarn-Agout a émis **3,85 teq CO2/ha** ce qui est inférieur à la valeur départementale (5,63 teqCO2/hab).

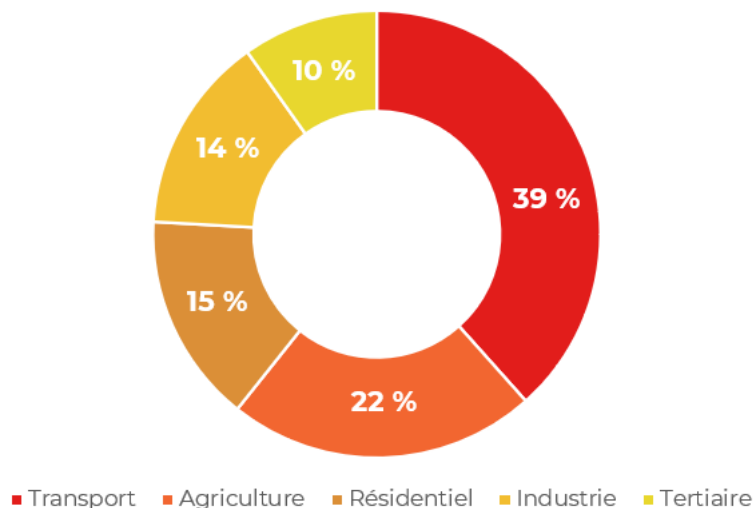


Figure 4 : Les émissions de gaz à effet de serre dans la communauté de communes de Tarn-Agout en 2020. / Source : TerriSTORY.

VIII.3 - Production d'énergies renouvelables

En 2020, 72,77 GWh d'énergie renouvelable ont été produit sur la communauté de communes Tarn-Agout, ce qui représente 15,04% de l'énergie consommée, ce qui est moins qu'au niveau du département où la part d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique est de 32,66%.

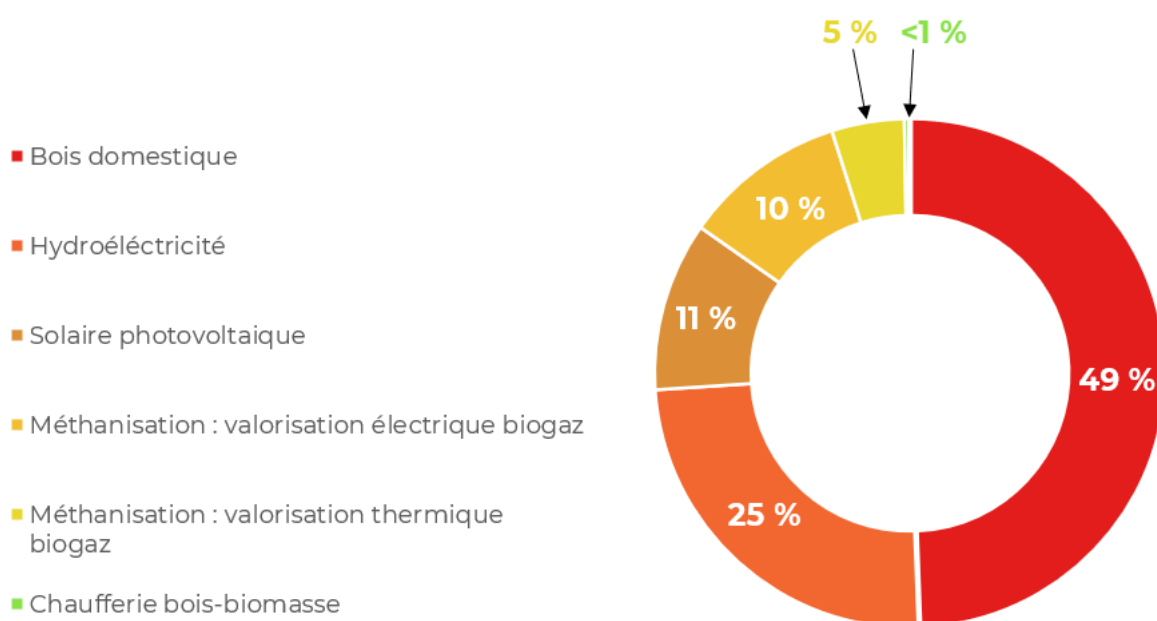


Figure 5 : Production d'énergies renouvelables dans la communauté Tarn-Agout en 2020. / Source : TerriStory.

VIII.4 - La précarité énergétique

Au total dans la commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur, 6,91% des ménages de la commune sont en situation de précarité énergétique logement et 11% sont en situation de précarité énergétique mobilité. Ces chiffres sont bien moins importants que ce qui est retrouvable sur le département du Tarn, notamment concernant la part des ménages en situation de précarité logement, où l'écart est particulièrement marqué (10 points d'écart entre le département et la commune).

	Précarité énergétique logement	Précarité énergétique mobilité
Saint-Lieux-Les-Lavaur	6,91 %	11 %
Cc Tarn-Agout	12,6 %	12,05 %
Tarn	17,14 %	15,65 %

Tableau 5 : Part des ménages en situation de précarité énergétique logement et mobilité dans la commune, la communauté de communes et le département. Source : TerriSTORY

VIII.5 - Séquestration carbone

Le stock de carbone dans la communauté de communes Tarn-Agout est estimé à 1,8 MtC ce qui correspond à une séquestration nette de carbone de 19,7 ktCO₂e/an. Les cultures sont le principal poste de stockage carbone car elles stockent plus de la moitié du carbone total séquestré sur le territoire (53%). Le deuxième poste de séquestration correspond aux forêts qui stockent 39% du carbone total séquestré.

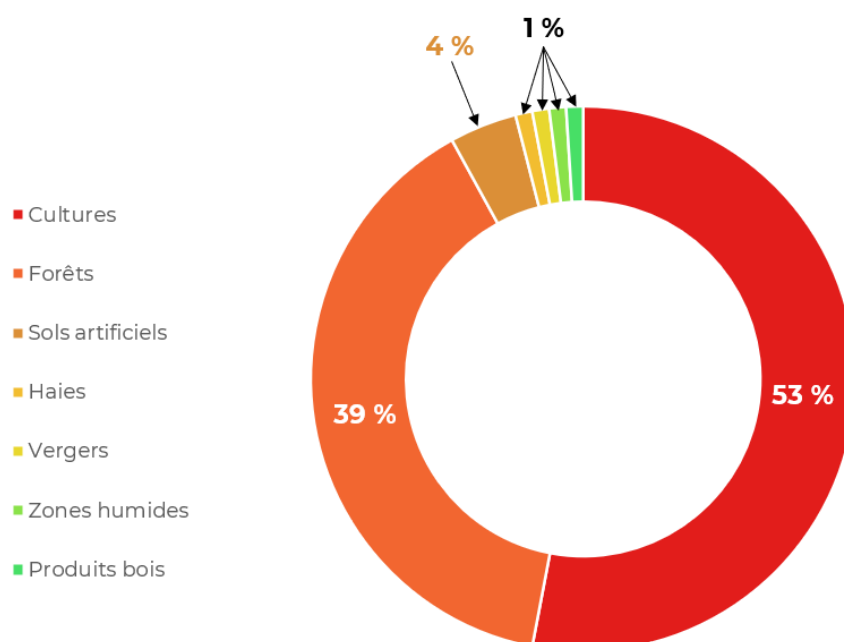


Figure 6 : Stocks de carbone par occupation du sol dans la communauté de communes Tarn-Agout. / Source : ALDO

ATOUTS

- Des précarités énergétiques logement et mobilités moins marquées que dans le reste du département ;
- La présence d'espaces agro-naturels constituant des puits de carbone.

POINTS DE VIGILANCE

- Un territoire très dépendant de la voiture individuelle, impactant les consommations énergétiques et les émissions de GES ;
- Une part d'énergies renouvelables par rapport aux consommations énergétiques faibles par rapport au département ;

ENJEUX POUR LE PLU :

- Le développement de voie de modes doux pour limiter la dépendance du territoire à la voiture individuelle ;
- Favoriser le développement d'énergies renouvelables afin de diminuer la dépendance du territoire aux énergies fossiles ;
- Soutenir une alimentation de proximité.

PRESCRIPTIONS DU SCOT A PRENDRE EN COMPTE DANS LE PLU

P. 49 : Les documents d'urbanisme doivent rendre possible :

- les constructions remplissant des critères de performances énergétiques (bâtiments bioclimatiques) ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable hors secteurs où des mesures de protection du patrimoine l'interdisent ;
- la réduction des consommations des éclairages publics ;
- la mise en place de réseau de chaleur sur l'habitat collectif ou les lotissements et les zones d'activités.

P. 62 : le SCoT prescrit la mobilisation des énergies renouvelables sur le territoire du Vaurais. Cette mobilisation pourra s'effectuer dans toutes les directions sans exclusivité, comme :

- le solaire et l'éolien dans la mesure où ces sources d'énergies n'altèrent pas les qualités patrimoniales et paysagères des villes et villages. Si l'installation de panneaux solaires est proscrite sur les terres arables, des gisements pourront être autorisés, pourvu qu'ils n'altèrent pas le capital foncier agricole, le capital environnemental ainsi que les qualités paysagères du territoire,
- l'énergie hydroélectrique,
- la méthanisation, source énergétique potentielle sur un territoire où l'agriculture représente une part importante de l'économie du SCoT du territoire.

P 63 : le Scot prescrit un urbanisme participant à la lutte contre le changement climatique. Qualité des plans de masse, morphologie de l'habitat, place du végétal et de l'eau, sont des éléments à mobiliser pour tous projets de développement des villes et villages du SCoT du Vaurais.

R 22 : Des mesures limitant les consommations thermiques des constructions pourront être affichées dans les règlements des documents d'urbanisme locaux.

R 23 : Le SCoT incite à la mise en œuvre de la réhabilitation thermique du parc existant ancien afin de réduire la consommation énergétique des bâtiments et de diminuer les risques de précarité énergétique.

R 24 : Il est également préconisé de favoriser l'équipement de deux sources d'énergie différentes pour le chauffage (par exemple : gaz de ville ou électricité et bois bûche) afin de permettre aux occupants de choisir le moyen le plus adapté à leurs revenus.

R 25 : Le SCoT encourage la mobilisation de programmes d'aides nationaux tels que le programme « Habiter mieux » qui vise à sortir de la précarité énergétique les propriétaires occupants aux revenus modestes en les aidant dans la réalisation de travaux de rénovation thermique.

R 26 : Par ailleurs, le SCoT encourage l'inscription de projets de réhabilitation du parc de logements (OPAH, OPAH-RU, Programme d'Intérêt Général, Programme Social Thématique, etc.) portant sur l'ensemble des bâtiments anciens dans le PLU. Sont concernés, de manière prioritaire, les bâtiments au sein des centres-villes, centres-bourgs, centres-villages, quartiers anciens construits avant 1975, afin qu'ils respectent la RT 2012.

R 27 : le SCoT recommande de prendre en compte les objectifs stratégiques et les orientations régionales inscrites au SRCAE Midi-Pyrénées, ainsi que le PCET du Tarn approuvé en octobre 2012.

P. 107 : Il prescrit que la gestion des zones, en termes de tri des déchets, d'éclairage extérieur, de gestion de l'eau, soit réfléchi dans une optique d'économie d'énergie et de respect des ressources naturelles.

R. 43 : Le SCoT encourage la construction de bâtiments économes en énergies (labels, architecture positive...).



CITADIA



CITADIA
CONSEIL



CITADIA
DESIGN



EVEN
CONSEIL



AÏRE PUBLIQUE



MERC/AT

www.citadia.com • www.citadiavision.com